

État – Corporatisme – Populisme; contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine

Jacques Zylberberg

Volume 7, numéro 2, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700667ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700667ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zylberberg, J. (1976). État – Corporatisme – Populisme; contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine. *Études internationales*, 7(2), 215–251. <https://doi.org/10.7202/700667ar>

ÉTAT – CORPORATISME – POPULISME ;
CONTRIBUTION À UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DE
L'AMÉRIQUE LATINE

Jacques ZYLBERBERG *

« As our own nation cracks and creaks : as we realize that North America has no monopoly on truth and virtue, and as hierarchy corporatism, and centralized, state directed control and bureaucratization grow in this society too, the Latin American experience may offer some valuable instruction from which we can learn ».

Howard J. WIARDIA,
Politics and Social Change in Latin America: the Distinct Tradition, 1974.

I – QUESTIONS DE MÉTHODE

A – Le retour du politique

Dans les études latino-américaines, la théorie politique est victime des politicologues qui emprisonnent de force les luttes partisans de l'hémisphère sud dans les moules inadéquats de l'idéologie du développement et de la modernisation politiques. Trois thèmes majeurs ont réussi cependant à survivre au refus généralisé d'une réflexion autonome sur la spécificité du politique latino-américain¹ :

* Professeur agrégé à la Faculté de science politique, université Laval.

1. Cet article, qui constitue le texte revu d'une communication présentée, sous le même titre, le 3 juin 1976, à la Société canadienne de science politique, présente quelques résultats préliminaires de la recherche que nous poursuivons actuellement en compagnie de MM. M. Montrichard et J. Armijo sur « la politisation et la dépolitisation des groupes et des individus en Amérique latine ». Pour des raisons d'espace, nous avons réduit au minimum les références bibliographiques et renvoyé à de prochaines publications la discussion détaillée d'auteurs qui ont des préoccupations théoriques similaires ou voisines, comme G. Bergeron, F. H. Cardoso, M. Kaplan, P. Schmitter, etc.

- a) le développement de l'État, c'est-à-dire la formation d'une structure centrale de pouvoir politique dans les sociétés globales ;
- b) les dynamiques populistes de politisation et de cooptation politique ;
- c) l'encadrement corporatiste de la cooptation sociale et de la dépolitisation.

Ces trois processus peuvent servir de point de départ à une reconstruction partielle et limitée d'une sociologie politique. Un tel projet doit cependant écarter au préalable, les déformations mécanistes et économicistes des épigones néo-léninistes, dont les doctrines de la dépendance ont radicalement transformé la production scientifique des latino-américanistes après avoir balayé du champ théorique, les postulats et les prémisses de l'idéologie de la modernisation et du développement ².

B – Dépendance – marxisme – politique

La victoire trop rapide de courants de pensée, officiellement incorporés aujourd'hui dans les représentations collectives de la majorité de l'*establishment* politique, a freiné leur maturation scientifique. La prolifération bibliographique recouvre un ensemble de notions hétérogènes qui est mélangé de manière plus ou moins rigoureuse à *une vision philanthropique du Tiers-Monde* – en somme cette théorie de la misère que Marx reprochait jadis à Proudhon – *une théorie de l'impérialisme* reprise à Lénine et *une dénonciation critique du complexe militaire-industriel* développée par les sociologues « libéraux » et « radicaux » des États-Unis. À défaut d'une production théorique rigoureuse, ou d'un ensemble ordonné d'hypothèses heuristiques sur l'Amérique latine, les écoles de la « dépendance » ont cependant contribué à diffuser avec succès une critique vigoureuse de l'évolutionnisme unilinéaire et des modèles de développement par étapes, qui contaminaient les sciences sociales dans leurs variétés positivistes et marxistes. Cette critique quasi scientifique s'accompagne d'une dénonciation semi-intellectuelle et semi-religieuse des effets dysfonctionnels de la constitution du système capitaliste international sur le développement du Tiers-Monde. Les discussions contemporaines n'ont guère progressé depuis les classiques de l'histoire coloniale, tel Robertson, qui expliquait jadis les limitations de l'activité matérielle dans les Amériques ibériques par leur dépendance vis-à-vis de la Couronne espagnole : les États-Unis

2. Au sein de la pléthore d'ouvrages consacrés à la modernisation du Tiers-Monde, l'on signalera e.a. ceux de G. A. ALMOND et J. S. COLEMAN, *The Politics of Developing Areas*, Princeton (N.J.), 1960 ; G. A. ALMOND et G. B. POWELL, *Comparative Politics, A Development Approach*, Boston, 1966 ; D. APTER, *The Politics of Modernization*, Chicago, 1965 ; S. N. EISENSTADT, *Modernization : Protest and Change*, Englewood Cliffs, N.J. 1966 ; H. JAGUARIBE, *Economic and Political Development*, Cambridge (Mass), 1968 et *Political Development : A General Theory and a Latin-American Case Study*, (N.Y.), 1973 ; J. LA PALOMBARA, (éd.), *Bureaucracy and Political Development*, Princeton, (N.Y.), 1963 ; D. LERNER, *The Passing of Traditional Society*, Glencoe, Ill. 1958 ; D. C. MC CLELLAND, *The Achieving Society*, Princeton, 1961 ; J. P. NETTL, *Modernization : A Sociological Analysis of Methods and Concepts*, London, 1967 ; T. PARSONS, *Societies : Evolutionary and Comparative Perspectives*, Englewood Cliffs, N. J., 1966 ; E. SHILS, *Political Development in the New States*, La Haye, 1962.

assument aujourd'hui le rôle prédateur et colonisateur jadis dévolu à la monarchie castillanne³.

Le climat intellectuel des études latino-américaines exprime partiellement une situation sociale : les conséquences négatives du jeu de l'ensemble des néo-impérialismes, et une situation psycho-sociale : la frustration des élites de classes moyennes devant l'aggravation des problèmes du développement inégal de l'Amérique latine. L'impossibilité de procurer une solution dans le *temps court* aux cercles vicieux du développement inégal de l'Amérique latine, fruits du *temps long*, favorise les projections idéologiques qui réduisent à l'identité linguistique, des situations contradictoires et complexes : le terme « capitalisme » est utilisé de manière équivoque pour désigner les effets variés de domination économique dans le passé, le présent et l'avenir, l'espace États-Unis devient le lieu originaire, le premier moteur aristotélien, qui unifie l'action géopolitique des impérialismes occidentaux et l'action économique des multinationales et des transnationales. Un discours unitaire sur la continuité spatio-temporelle du capitalisme élimine nécessairement la richesse, la variété et l'autonomie des médiations politiques, qui seront analysées implicitement comme reflets, comme épiphénomènes des processus capitalistes. Des courants de pensée qui prétendent exclure des modèles de développement unilinéaire en arrivent ainsi à réifier la diversité des sociétés nationales dans des catégories analytiques qui ne s'appliquent qu'aux sociétés capitalistes avancées.

Certains auteurs, comme Kaplan, se sont efforcés de dépasser cette vision unitaire au profit d'une perspective pluraliste des structures latino-américaines :

La dépendance est donc une relation qui présuppose deux types de facteurs... en interaction permanente... Cette association complexe et variable... spécialement en Amérique latine... donne naissance à des sociétés et des États-Nations qui ont une existence distincte de l'établissement ou de la modification de la dépendance, qui ont leurs propres racines et dynamismes socio-historiques, leurs propres structures de production, stratifications sociales, formes culturelles et politiques et des relations particulières parmi ces facteurs divers. Ces facteurs locaux s'articulent et ont des interactions non seulement entre eux mais aussi avec les facteurs externes, sur lesquels ils peuvent exercer une influence considérable⁴.

3. Sur les précurseurs (mieux documentés que leurs épigones) Cf. W. ROBERTSON, *Histoire de l'Amérique*, Paris, 1818 ; Sur les courants actuels, Cf. S. BODENHEIMER-JONAS, *The Ideology of Developmentalism : American Political Science's Paradigm Surrogate for Latin American Studies*, Beverly Hills (Cal.), 1971 ; F. BONILLA et R. GIRLING (eds), *Structures of Dependency*, Stanford, 1973 ; F. H. CARDOSO et E. FALLETO, *Dependencia y en America Latina*, Mexico, 1969 ; R. H. CHILCOTE et J. C. EDELSTEIN (eds.), *Latin America, The Struggle with Dependency and Beyond*, N. Y. 1974 ; J. D. COCKROFT et alii, *Dependency and Underdevelopment : Latin America's Political Economy*, Garden City, N.Y., 1972 ; T. DOS SANTOS, « The Structure of Dependence », *The American Economic Review*, mai 1970 ; A. G. FRANK, *Historical Studies of Chile and Brazil*, N. Y., 1967 ; J. PETRAS et M. ZEITLIN, *Latin America : Reform or Revolution ?*, Greenwich, (Conn.), 1968.
4. Cf. p. 4 dans J. COTLER, R. R. FAGEN (éds) : *Latin America & The United States, The Changing Political Realities*, Standford (Cal.), 1974.

Les remarques de Kaplan, si elles sont prises au sérieux, ouvrent la voie à une rectification dialectique des doctrines néo-léninistes de la dépendance empiétrées intellectuellement dans leurs dénonciations philanthropiques et populistes et réhabilitent une sociologie politique qui ne se laisse pas réduire aux balbutiements conceptuels de Marx sur la France ou l'Allemagne. Une théorie rigoureuse de la dépendance, c'est-à-dire, la formulation ordonnée de propositions précises sur les inhibitions externes du développement, ne peut que s'enrichir d'un élucidation des structures de l'État national en Amérique latine et de sa capacité d'exercice autonome ou hétéronome du pouvoir⁵.

C – Modèles et histoire

Une première esquisse d'une sociologie politique de l'Amérique latine, peut se faire à partir de la notion clé *d'État*, défini comme le noyau central de l'autorité politique dans les sociétés contemporaines. La combinaison de la notion *d'État* avec celles de *politisation populiste* et de *dépolitisation corporatiste*, conduit à l'analyse de trois types de structures étatiques⁶ :

- a) l'État central patrimonial qui émerge dans une société globale où le champ politique est embryonnaire et limité par la prépondérance du pouvoir socio-économique et l'absence d'une nation ;
- b) l'État national-populiste qui se développe en relation avec l'émergence d'une nation ; ce double développement conduisant à la formation d'un champ politique autonome ;
- c) l'État moniste-corporatiste instrument de domination modernisé qui réprime la nation et occupe seul le champ politique.

La genèse de ces trois types sera examinée dans leurs relations avec les processus dynamiques qui affectent l'environnement économique-social. Chacun de ces types correspond à une séquence historique délimitée plus ou moins arbi-

5. Dans un ouvrage intitulé *Desarrollo del Estado en America Latina*, Santiago du Chili, 1968, M. Kaplan a réalisé une première ébauche de ce que pourrait être une étude *dialectique* de la formation de l'État ; dans le même ordre d'idées l'on peut signaler aussi les essais sur les acteurs sociaux en Amérique latine, de F. H. CARDOSO, *Cuestiones de Sociologia del Desarrollo de America*. Cette rectification dialectique est en marche actuellement parmi les latino-américanistes de l'Amérique du Nord et du Sud mais est en retard parmi les spécialistes francophones.

6. Sur ces différents thèmes, l'on consultera avec profit F. B. PIKE (éd.), *The New Corporatism, Social and Political Structures in The Iberian World*, numéro spécial de *The Review of Politics*, janvier 1974, n° 1, pp. 3-17 et *The New Corporatism*, Notre Dame, 1975 ; et H. J. WIARDA, *Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Tradition*, Mass., 1974. Nous différons de ces auteurs par leur insistance sur la continuité de la culture ibérique qui négligent les conditions sociales concrètes et surtout les ruptures et les innovations des sociétés ibéro- et luso-américaines par rapport à leurs métropoles coloniales.

trairement dans l'histoire générale de l'Amérique latine. Il serait préférable de les considérer comme des modèles dont la valeur heuristique est limitée par le développement inégal et combiné de chacune des sociétés nationales⁷.

II – LA GÉNÈSE DE L'ÉTAT CENTRAL

A – L'État sans nation

Le XVI^e siècle avait été celui de la découverte. Le XVII^e siècle – l'éternel orphelin des historiens – avait été marqué par le recul des échanges et le repli du Nouveau Monde sur lui-même. Le XVIII^e siècle est caractérisé par l'insertion définitive de l'Amérique latine dans un système d'échanges coloniaux avec l'Occident, qui se maintiendra jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'infrastructure coloniale facilite la reproduction structurelle d'un modèle de stratification sociale d'« Ancien Régime » qui, affecté par de nombreux changements socio-économiques, n'entre vraiment en crise qu'au XX^e siècle. La domination oligarchique est associée cependant à la séparation politique formelle de l'Amérique latine et de l'Espagne ; cette séparation juridique se fait sans *support national* étant donné l'exclusion des masses indigènes et métisses⁸.

L'État-Nation, que nous définissons comme un ensemble humain intégré territorialement par des structures étatiques et structuré par des réseaux multiples de communication économique, sociale et culturelle, est l'antithèse de *L'État-central* ibéro-américain, caractérisé par l'exclusion des masses et l'absence d'une histoire commune. Le développement simultané d'un *ordre colonial* multipliant les réseaux économiques et les concentrations humaines et les organisations sociales – égalitaires et inégalitaires –, et d'*appareils étatiques* visant à la protection de cet ordre colonial et résultant dans l'inclusion juridique obligatoire des masses, débouchera sur une construction nationale tardive et hétérogène. Même si l'État central n'est que le reflet, puis le prolongement de la domination oligarchique, sa croissance stimulera la constitution d'un espace politique dont l'autonomie relative réduira la sphère de la domination oligarchique⁹.

7. Nous ne prétendons pas réaliser une lecture unitaire du continent, mais apporter une contribution comparative qui doit se dissoudre dans l'histoire spécifique des médiations du développement de chacune de ces sociétés comme le signale Kaplan.

8. Sur l'inachèvement des sociétés latino-américaines et le caractère formel de leurs indépendances, cf. pp. 192ss dans P. CHAUNU, *L'Amérique et les Amériques*, Paris, 1964 ; des points de vue variés sont présentés par R. A. HUMPHREYS, et J. LYNCH (eds), *The Origins of the Latin American Revolutions : 1808–1826*, New York, 1965 ; HALPERIN-DONGHIST, *The Aftermath of Revolution in Latin America*, N. Y., 1973, et J. KINSBRUNNER, *The Spanish American Independence Movement*, Hinsdale, Ill., 1973. Sur l'histoire coloniale latino-américaine, voir S. BAGU, *Economía de la Sociedad Colonial*, Buenos Aires, 1949 ; CHAUNU, *op. cit.* et C. HARING, *The Spanish Empire in America*, N. Y., 1973 ; J. VICCENS VIVES (éd.), *Historia Social y Económica de España y América*, Barcelona, 1959 ; sur le XIX^e siècle latino-américain, cf. les histoires générales de CHAUNU, *op. cit.* ; de J. E. FAGG, *Latin America. A General History*, N. Y., 1969 et le vol. IV de VICCENS VIVES (éd.), *op. cit.*

B – L'infrastructure économique : la prédation coloniale

L'infrastructure du Nouveau Monde latin est structurée par un modèle colonial d'exportation de produits primaires, modèle dont l'originalité repose au XIX^e siècle sur la défense juridique et militaire des circuits commerciaux par un État théoriquement souverain. De 1760 à 1930, des réformes libérales des Bourbons d'Espagne jusqu'à la Grande Dépression mondiale, la croissance structurelle des marchés internationaux stimulés par les effets de la révolution industrielle, assure la continuité du modèle exportateur agro-minier. Le développement des nations atlantiques européennes stimule l'intensification des échanges et la multiplication désordonnée des enclaves de production coloniales et néo-coloniales affectées par une prédation accélérée des ressources physiques et humaines en dépit de la modernisation relative des techniques de production et de commercialisation. Ce mode de production prédateur qui alimente la Révolution industrielle et la constitution des capitalismes occidentaux, est un frein essentiel à la constitution d'un marché interne d'une extension suffisante pour rompre l'orientation exclusivement mercantile et pré-industrielle des élites locales. Il y a relation dialectique entre les structures économiques et sociales : le mode de production prédateur représente le choix le moins coûteux, dans des sociétés situées dans des déserts démographiques, pour des élites d'Ancien Régime qui ne peuvent rompre brutalement avec leur base matérielle au profit d'investissements industriels « modernes » dont les résultats sont aléatoires¹⁰

C – La domination oligarchique

Il est difficile de minimiser les conséquences dysfonctionnelles de l'hégémonie sociale de la ploutocratie coloniale et néo-coloniale qui se reproduit sans conflits

9. Voir *contra* notre point de vue sur le divorce entre l'État prématuré et la nation récente dans WIARDA, « Preface », pp. 3ss de WIARDA (ed.), *Politics and Social Change in Latin America, op. cit.*, dont nous acceptons cependant l'hypothèse de base sur la spécificité de l'Amérique latine :

« Latin America does not fit the schemes and development models that these scholars and government officials have concocted. With a century and a half of independent life behind them the Latin American states could hardly be considered « new nations ». And with its Catholic and Iberian heritage, Latin America is not a « non-Western area ». Nor has Latin America followed the « stages of growth » syndrome of Northern Europe and North America, and we have already indicated that categories of Marxian analysis apply to the area at best imperfectly and through some elaborate stretching that at times leaves them all but unrecognizable. In short, Latin America corresponds neither to the African or Asian patterns, nor to the major theories and frameworks of development that grew out of the Northern European or Anglo-American traditions. Any effort of grand theory building that seeks to stuff the Latin American nations into some narrow, ill-fitting intellectual straight jacket is bound to be misleading and inaccurate. »

10. Sur les réformes des Bourbons et l'histoire économique-sociale des XVIII^e et XIX^e siècles, voir J. LYNCH, *Spanish Colonial Administration, 1782-1810*, London, 1958 ; sur l'histoire économique et sociale du XIX^e siècle latino-américain, voir VICCENS VIVES (éd.), *Historia Social y Economica de Espana y America, op. cit.*, t. IV. Sur les choix non bourgeois, préindustriels des élites locales, comparez F. A. ENCINA, *Nuestra inferioridad Economica*, Santiago, 1911 et C. MORAZE, *Les bourgeois conquérants*, Paris, 1964.

majeurs par l'intégration successive des nouveaux riches, locaux ou immigrants et des innovateurs économiques, contenus dans leur dissidence économique par le pouvoir social et politique et l'hégémonie culturelle des élites installées. L'on acceptera pour le XIX^e plutôt que pour le XX^e, le portrait dessiné, par Touraine de cette oligarchie locale, ni féodale, ni bourgeoise, mais tout simplement médiatrice entre l'ordre colonial et le marché mondial, entre les styles de vie nobiliaires du XVIII^e siècle et la modernité du XIX^e :

Une classe supérieure, qui est surtout défensive, soucieuse de la reproduction de ses privilèges, mais dans le cadre d'une domination, à laquelle elle participe... la séparation entre ancienne et nouvelle classe dirigeante, entre capitalisme et patrimonialisme, est plus faible, pour bien souligner que l'aspect essentiel du dualisme n'est pas dans la séparation de deux sous-groupes mais dans leur interdépendance. Une oligarchie est une classe dirigeante qui assure la désarticulation sociale, politique et culturelle exigée par le système de domination étrangère à laquelle elle participe. L'oligarchie maintient l'ensemble de la société nationale dans le « traditionalisme », la segmentation, l'hétéronomie, tout en participant directement ou indirectement au maintien et au développement d'une domination dont les centres de décision sont à l'étranger ¹¹.

Le caractère hybride de la stratification néo-coloniale peut être précisé à partir des concepts, repris sous une forme modifiée à Weber, de classes de possession et de classes de production. Le système patrimonial « d'Ancien Régime » qui a survécu aux réformes administratives des Bourbons d'Espagne avait multiplié les couches-clientes de l'État qui constituent un ensemble de classes de possession, légitimées par leur style de vie tandis que les classes de production le sont par leurs richesses, découlant souvent de leurs positions d'intermédiaires privilégiés des marchés de matières premières. La légitimité du style de vie des classes de possession est intériorisée par les classes de production, dont l'enrichissement trop rapide ne leur a pas permis de développer des modèles culturels alternatifs. En dépit des conflits entre la haute administration coloniale ibérique et le grand négoce créole, l'on peut appliquer à cette strate les conclusions de Pizzorno qui signale qu'un groupe qui ne doit pas passer par un long conflit avec la classe noble pour être accepté socialement, ne développe pas une éthique d'ascèse offrant une alternative aux modèles de consommation ostentatoire de la classe supérieure ¹².

La double caractéristique de l'élite oligarchique, simultanément élite culturelle et élite d'entreprise, limite l'exclusion des masses de la société néo-coloniale : les clientèles personnelles des élites d'entreprise se transforment progressivement en clientèles fonctionnelles assurant le fonctionnement régulier des différents réseaux satellites nécessaires à l'économie d'exportation et à la consommation

11. Voir p. 247 dans A. TOURAINE, « Les classes sociales dans une société dépendante, la société latino-américaine », dans *Tiers-Monde*, avril-juin 1975, n° 62. Touraine applique sa définition à l'époque récente de l'histoire latino-américaine, alors que, manifestement, il décrit des acteurs sociaux du XIX^e siècle qui survivent individuellement mais plus comme catégorie dominante.

12. Cf. M. WEBER, *Économie et Société*, Paris, t. I, 1970, pp. 202ss et A. PIZZORNO, « Accumulation, loisirs et rapports de classe », dans *Esprit*, juin 1959.

ostentatoire des élites. Ces fonctions se dédoublent en fonctions économiques et en fonctions politiques, ces dernières reliées étroitement aux fonctions de protection, c'est-à-dire de reproduction de l'ordre néo-colonial. La croissance structurelle des activités agro-minières multiplie le nombre d'individus remplissant ces rôles complémentaires de moins en moins soumis au contrôle patrimonial personnel des élites ploutocratiques, qui ne pourront assurer l'association de ces groupes complémentaires que par la redistribution étatique, d'une partie des plus-values d'exportation ¹³.

Les groupes complémentaires associés à la domination oligarchique assurent une zone sociale de contention et en même temps d'absorption des masses exclues. Cette exclusion n'est évidemment pas absolue : l'ordre néo-colonial n'est pas basé sur un système de castes et la stratification semi-ethnique héritée de la colonisation ibérique est constamment perturbée par les mouvements de mobilité géographique et sociale résultant des fluctuations positives et négatives de l'activité économique et de l'effet d'attraction exercée par la consommation urbaine de la ploutocratie ¹⁴.

L'exclusion absolue qui s'applique aux groupes ruraux amérindiens, refoulés voire détruits, n'a jamais vraiment affectée les métis. Ceux-ci sont soumis à une domination patrimoniale pré-capitaliste plus ou moins rigides lorsqu'ils sont insérés dans des activités agraires mais entrent dans des relations sociales semi-capitalistes lorsqu'ils sont engagés dans des activités d'extraction basées sur des outillages « modernes » de production concentrés dans des enclaves d'une dimension appréciable. Les immigrants européens, qui n'arrivent jamais en nombre suffisamment élevés pour altérer radicalement les modes de stratification précapitalistes, sont dispersés entre les différents niveaux de la pyramide sociale ¹⁵.

En résumé, les relations complexes entre les dimensions patrimoniales, fonctionnelles et ethniques de la stratification sociale, les fluctuations économiques, les migrations d'origine externe et interne ont limité un cloisonnement rigide des groupes sociaux et assuré un renouvellement démographique constant de ceux-ci y compris des diverses fractions de l'oligarchie. Tirant son pouvoir et sa légitimité de ses richesses ou encore de son style de vie beaucoup plus que de la tradition, même l'élite dominante n'échappe pas au renouvellement interne et ne peut in-

13. La perméabilité des élites « traditionnelles » a bien été mise en évidence par F. H. CARDOSO, *Cuestiones de Sociologia del Desarrollo de America Latina*, Santiago de Chile, 1967. *Contra*, voir TOURAINE, « Les classes sociales dans une société dépendante, la société latino-américaine », *op. cit.*

14. Sur les antécédents coloniaux de la stratification sociale voir S. BAGU, *Estructura Social de la Colonia*, Buenos Aires, 1952 ; F. CHEVALIER, *Land and Society in Colonial Mexico : The Great Hacienda*, Berkeley (Cal.), 1970. S. S. STEIN, et B. H. STEIN, *The Colonial Heritage of Latin America*, N. Y., 1970, VICCENS VIVES (éd.), *Historia Social y Economica de Espana y America*, t. III et IV, *op. cit.*

15. Les groupes ethniques d'origine africaine suivent la même séquence d'inclusion progressive que les métis : domination patrimoniale précapitaliste puis relations semi-capitalistes, voir G. FREYRE, *The Masters and the Slaves*, N. Y., 1946 ; F. TANNENBAUM, *Slave and Citizen : The Negro in the Americas*, N. Y., 1947. Sur l'exclusion et l'inclusion ethnique en général, voir M. MORNER, *Race Mixture in the History of Latin America*, Boston, 1967.

terdire une dynamique de la mobilité sociale ascendante et descendante dont elle ne contrôle pas souvent elle-même toutes les variables indépendantes, entre autres les fluctuations des prix internationaux. La croissance de l'État conçu comme un garde-feu de l'ordre néo-colonial et de la domination ploutocratique, va accélérer les contradictions de la stratification hybride et permettre la rupture, du lien direct qui unissait les groupes dominants et les groupes associés, la liaison entre les fonctions complémentaires de ceux-ci et les groupes dominants se faisant de plus en plus par le biais de l'État central. Ce dernier ne va pas mettre fin cependant à la légitimité de modes de vie somptuaire d'Ancien Régime et servira même de marche-pied social aux groupes associés ascendants qui aspirent à leur intégration dans les sphères dominantes et de béquille financière aux classes supérieures de production obligées par les fluctuations mondiales à se transformer en classes de possession.

D – L'État patrimonial

Même si l'histoire néo-coloniale a son rythme propre, lent, qui n'est pas affecté par l'accélération du temps occidental après la Révolution industrielle, l'Amérique latine n'est pas immobile et une distance institutionnelle appréciable sépare le patrimonialisme immédiat des groupes créoles indépendantistes de l'État bureaucratique qui existe à la veille de la dépression mondiale en 1929. Morse a synthétisé la prédation généralisée exercée par l'État patrimonial qui succède à l'empire bureaucratique colonial que les Espagnols ne peuvent plus contrôler à distance :

L'écroulement de l'autorité suprême a activé les forces latentes des oligarchies locales, des municipalités et des systèmes familiaux étendus dans une lutte pour le pouvoir et le prestige dans les nouvelles républiques arbitrairement définies.

Il est inutile de rappeler une fois de plus, les phases successives de l'émergence d'une domination politique oligarchique plus ou moins stable après les tentatives des *caudillos* locaux « à cheval » déplacés finalement par les *caudillos* « en frac » qui assurent l'ordre minimal nécessaire à la continuité de l'ordre néo-colonial et sa reconversion géographique vers les pays nord-atlantique. L'État qui émerge des multiples mini-guerres civiles est logiquement l'extension du « pouvoir domestique » d'un groupe d'origine locale qui s'impose aux habitants d'une sphère territoriale délimitée artificiellement et baptisée république. Cet État patrimonial, pour subsister face aux forces régionales de dissidence, doit cependant refléter les intérêts communs des diverses élites oligarchiques habitant la République et les rapports de force existant entre leurs différentes fractions¹⁶.

16. Cf. pp. 56ss dans R. MORSE, « The Heritage of Latin America », pp. 25-69 dans H. J. WIARDA, *Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Traditions*, Mass., 1974 ; voir également W. H. BEEZLEY, « Caudillism: An Interpretive Note », dans *Journal of Inter-American Studies*, 1969, n° 1, et E. R. WOLF et C. E. HANSEN, « Caudillo Politics: A Structural Analysis », dans *Comparative Studies in Society and History*, 1967, n° 9.

Cet État patrimonial, ne doit pas être vu comme le successeur de l'ordre politique espagnol, qui, depuis les Bourbons, s'était profondément renouvelé, spécialisé et « modernisé ». L'État patrimonial oligarchique, à ses débuts, n'a aucune autonomie par rapport aux groupes qui le dirigent et l'administrent comme une *hacienda*. La bureaucratie patrimoniale, la corruption généralisée et le système de clientèles, souvent retenus comme uniques variables de la vie politique latino-américaine, n'épuisent cependant pas le thème du fonctionnement de l'État central qui réussit à dépasser ses conditions d'origine, à se maintenir et se reproduire par l'exercice de fonctions générales, qui tout en servant des intérêts marchands et des clientèles déterminées, assurent la continuité politique de sociétés sans légitimité historique, qui ne se perpétuent et ne s'intègrent que grâce à l'ordre politique qui ramène à l'unité les forces centrifuges des régionalismes, des clivages sociaux et des hiérarchies ethniques. Les différentes fonctions générales exercées par l'État, montre l'antinomie et l'osmose entre l'intérêt général et l'intérêt particulier rempli par la bureaucratie patrimoniale, qui n'a cessé de croître durant toute la période oligarchique et s'assure ainsi du simple fait de son poids démographique, une autonomie relative¹⁷.

Dans ces fonctions à la fois générales et particulières assurées par des appareils et des organisations à croissance démographique accélérée, signalons :

- a) la *fonction militaire et répressive* : l'État doit simultanément protéger les propriétés minières et rurales des élites contre les jacqueries rurales, les « vagabonds » et « brigands » des classes populaires dangereuses mais en même temps assurer l'intégrité du territoire non seulement contre les élites « étrangères » mais surtout contre les élites dissidentes régionales.
- b) la *fonction économique de soutien* aux clientèles de l'oligarchie et d'*appui économique direct* à l'oligarchie dans les périodes de dépression, est absorbée par la *fonction générale de création* d'un marché interne irrigué par un budget central qui assure la réalisation d'une infrastructure de transports, et la continuité de la consommation des fonctionnaires de l'État. Durant les nombreuses dépressions des marchés mondiaux les dépenses de l'État ont un effet, néo-keynésien avant la lettre, de régulation de l'économie. Il est vrai que le rôle de régulation est limité étroitement par l'origine des revenus de l'État qui ne prélève que peu d'impôts sur les revenus et vit surtout des droits d'exportation.

17. Voir les modifications organisationnelles de la Colonie aux républiques indépendantes dans W. LOFSTRAM, « From Colony to Republic: A Case Study of Bureaucratic Change », dans *Journal of Latin American Studies*, septembre 1973. Notez bien que nous postulons une séquence Empire bureaucratique colonial, État patrimonial « pur » de l'indépendance : État patrimonial organisé *versus* la thèse de la continuité de l'État patrimonial exposé par R. MORSE, « The Heritage of Latin America », *op. cit.* et M. SARFATTI, *Spanish Bureaucratic Patrimonialism in America*, Berkeley (Cal.), 1966. Ces auteurs ne séparent pas suffisamment les concepts d'Empire bureaucratique et d'État patrimonial comme le fait S. N. EISENSTADT, dans *The Political System of Empires*, N. Y., 1963.

Bref, durant tout le XIX^e siècle, des structures organisationnelles ont crû suffisamment pour que l'État échappe en partie mais pas entièrement à son origine « domestique » et à l'exercice « patrimonial » du pouvoir. Le développement politique réel d'une sphère centrale d'autorité, reflet d'une fraction locale de l'oligarchie, la transforme en projection du rapport de force de ces différentes fractions : l'État s'autonomise alors partiellement par rapport à chacune d'entre elle. Ce développement politique réel ne doit pas être mis en équation avec une politisation globale d'une société qui s'exprime encore en grande partie par l'exclusion des masses¹⁸.

E – Politisation idéologique – dépolitisation sociale

La vie politique, définie comme *compétition pour l'exercice du pouvoir*, n'est évidemment pas absente des jeunes républiques latino-américaines mais elle est réduite aux fractions oligarchiques et à une partie de leurs clientèles. En dehors des conflits personnels pour la conquête du pouvoir central et des pressions directes et continues des groupes fonctionnels sur l'État, une dynamique partisane embryonnaire, plus ou moins analogue à la compétition politique occidentale, que nous qualifierions de *politisation*, émerge au sein de ces sociétés néo-coloniales. Le premier noyau en est l'apparition d'idéologies différenciées ou même opposées plus ou moins artificiellement à la cosmovision catholique. Si les idéologies libérales importées d'Occident sont dans une relation de congruence faible avec une société oligarchique, il faut relever l'efficacité politique de rationalisations qui s'imposent comme nouveautés importées de pays de « civilisation » opposés arbitrairement à l'obscurantisme espagnol¹⁹.

L'importation du discours libéral et son opposition au discours conservateur sert de rationalisation idéologique à des conflits permanents entre groupes en accord structurel sur leurs orientations matérielles mais en compétition permanente pour la prédation personnelle de l'État. C'est un exercice futile que de rechercher au XIX^e siècle, des oppositions réelles et permanentes de classes rivales sous-tendant une fonctionnalité sociale des idéologies. Tout au plus, peut-on révéler une association plus marquée entre les diverses expressions symboliques du libéralisme et les classes de possession pour qui le recours à l'idéologie est un substitut à l'absence de base matérielle pour s'approprier le contrôle de l'État. L'asymétrie

18. Voir quelques éléments sur le développement des appareils étatiques au XIX^e siècle dans A. N. CHRISTENSEN, *The Evolution of Latin American Government* N. Y., 1951 ; W. LOFSTRAM, « From Colony to Republic : A Case Study of Bureaucratic Change », *op. cit.* ; M. S. NEEDLER, (éd.), *Political Systems of Latin America*, Princeton, N. Y., 1970.

19. Sur l'« ouverture » du XIX^e siècle ibéro-américain et l'« opposition » à l'obscurantisme espagnol, voir C. GIBSON, (éd.), *The Black Legend : Antispanish Attitudes in the Old World and the New*, N. Y., 1971 ; A. P. WHITAKER (éd.), *Latin America and the Enlightenment*, Ithaca, N. Y., 1961 ; L. ZEA, *The Latin American Mind*, Norman, (Okl.), 1963. Sur la continuité (quelque peu surestimée) culturelle des élites créoles, voir G. DEALY, « Prolegomena on the Spanish American Political Tradition » dans *Hispanic American Historical Review*, 1968, n° 48 et R. MORSE, « The Heritage of Latin America », *op. cit.*

et l'asynchronie des développements latino-américains et occidentaux expliquent cette utilisation des idéologies capitalistes modernes par les survivants, anémiques financièrement, du patrimonialisme colonial d'« Ancien Régime »²⁰.

Si les idéologies importées ont un rôle politique autonome plutôt que social et économique elles peuvent être utilisées pour le contrôle à distance de groupes associés, producteurs et clients, du secteur privé et remplacé par la cooptation semi-idéologique dans des partis de notables. L'émergence d'un État territorial étendu et d'un appareil bureaucratique différencié ne permet plus le recours à la simple loyauté de sujets de la « sphère domestique ». La rétribution matérielle à distance est cimentée par une idéologie partisane commune. Le manque de relations de congruence entre ces idéologies et les conditions sociales expliquent le rythme rapide de création et de dissolution des groupes partisans et le passage des clientèles de l'un ou de l'autre. Ces conflits artificiels entre groupes rivaux souvent similaires structurellement permettent d'éviter toute modification fondamentale de l'ordre colonial. Il est intéressant de souligner la combinaison de trois espaces sociaux distincts d'âge différents – l'économie, la stratification sociale et l'idéologie – intégrés dans un équilibre très précaire, parce que la répétition et la diffusion constante des mêmes slogans idéologiques libéraux compromettront la légitimité d'une société profondément antilibérale²¹.

La politisation de la société civile créole, est cependant contenue par l'exclusion des majorités démographiques en état de minorisation sociologique et par la perméabilité de l'État aux intérêts fonctionnels de l'oligarchie. En somme, les classes de possession s'efforcent de politiser au maximum les jeunes répu-

20. Voir un point de vue opposé sur la fonctionnalité économique des idéologies libérales dans T. A. VASCONI, et M. A. GARCIA DE ALMEIDA, « Le développement des idéologies dominantes en Amérique latine : Perspectives théoriques et méthodologiques », *Tiers-Monde*, 1974, janvier-mars. Cf. p. 176, « avec l'idéologie libérale se développait aussi une « européisation culturelle » dont la signification, tant économique que politique, ne peut être ignorée. Sur le plan économique, elle contribua à la diffusion dans ces systèmes « exportateurs-importateurs » (naturellement dans la classe dominante et seulement plus tard dans la petite bourgeoisie et les classes moyennes) de modèles de consommation qui faisaient ressortir de plus en plus le sens des biens manufacturés d'origine européenne (et plus tard nord-américaine), qui contribuait à la dynamisation et à l'accentuation des caractéristiques fondamentales du système. Quant au niveau politique – c'est-à-dire celui du système de domination – la participation à un ordre culturel différent représenta pour la classe dominante par rapport aux classes dominées, un élément fondamental de « distinctions » (dans le sens où P. Bourdieu utilisa cette expression), d'une part et, d'autre part, de « reconnaissance » et d'« homogénéisation ». Pour tout dire, elle contribua à la légitimation de la suprématie de la classe dominante, vis-à-vis d'elle-même et des autres classes. » La fonctionnalité politique de l'idéologie libérale est exagérée par ces auteurs qui ne perçoivent pas que l'idéologie libérale est un élément actif de segmentation des élites dominantes et d'intégration de celles-ci et de certaines couches associées.

21. L'Église et ses propriétés donneront cependant un contexte social au libéralisme formel qui trouvera l'occasion de se développer activement dans le conflit permanent entre l'État et l'Église : cf. J. L. MECHAM, *Church and State in Latin America*, Chapel Hill (N.C.) ; 1966 et F. B. PIKE, *The Conflict between Church and State in Latin America*, New York, 1964.

bliques, par un recours à l'idéologie déplaçant la vanité nobiliaire comme source de légitimité traditionnelle, tandis que les classes de production essaient de maintenir une perméabilité constante des appareils de l'État aux pressions des exportateurs agro-miniers. Des dissidences idéologiques sans base fonctionnelle ne peuvent jamais se terminer par une révolution globale : souvent les groupes de possession accentuent leur emprise sur le pouvoir central mais sans jamais interrompre les canaux d'un *corporatisme naturel* que Ronald Newton décrit comme une interaction continue entre les élites fonctionnelles et les élites politiques. Cette expression des groupes d'intérêt est interprétée parfois comme une reprise des traditions de l'« Ancien Régime » espagnol, où le corporatisme était très développé. *Le corporatisme naturel* est peut-être inspiré dans ses formes d'actions par le poids du passé ibérique, mais l'État patrimonial – et libéral ! – du XIX^e siècle latino-américain n'est pas corporatif : seul « le patronat » est organisé dans des associations volontaires, et les organisations fonctionnelles horizontales ou verticales des masses ne sont certainement pas encouragées. Le idéaux chrétiens néo-thomistes, orientés vers la constitution d'une société organique et équilibrée, ne sont certainement pas les buts visés par l'oligarchie créole lors de son apogée sociale, économique et politique²².

F – État et sous-développement

La sociologie politique contemporaine se trompe toujours d'objet... ou d'époque ! De même que Touraine a remarquablement défini l'oligarchie contemporaine par ses caractéristiques du siècle dernier, Jaguaribe explique le sous-développement contemporain par l'absence d'un État-Nation, ce qui était vrai jadis et faux aujourd'hui :

Les sociétés ne se développent économiquement, socialement, culturellement et politiquement qu'en étant des sociétés nationales, c'est-à-dire, autonomes et indigènes. Les sociétés qui ne sont pas nationales ne parviennent point à se constituer en sujet et objet de leurs propres décisions. De même, elles n'arrivent pas à engendrer les facteurs propres à leur croissance, se transformant de la sorte en objet d'appropriation coloniale d'autres sociétés. Cela est dû surtout au fait que la forme nationale de la société se caractérise par la conjugaison d'intérêts objectifs communs (bien qu'inégalement répartis) et une motivation subjective (le nationalisme et le projet collectif qui s'y incarne) s'imposant aux membres de la nation comme un impératif moral de solidarité et de loyauté. Cette combinaison particulière de fait (que l'on trouve également dans la famille) fait de la forme

22. Voir R. NEWTON, « National Corporatism and The Passing of Populism in Spanish America », dans *The Review of Politics*, janvier 1974, n° 1 et « On Functional Groups. Fragmentation and Pluralism in Spanish American Political Society », pp. 129-157, dans WIARDA, *Politics and Social Change in Latin America...*, op. cit. ; contra notre interprétation sur la rupture partielle entre le XIX^e siècle créole et les antécédents corporatifs espagnols, voir les articles cités de DEALY, MORSE, NEWTON ainsi que WIARDA, « Corporatism and Development in the Iberic Latin World : Persistent Strains and New Variations », dans *The Review of Politics*, *ibidem*. Sur les différents types, modèles et structures du corporatisme, voir M. MANOILESCO, *Le siècle du corporatisme, doctrine du corporatisme intégral et pur*, Paris, 1938 et P. C. SCHMITTER, « Still the Century of Corporatism », « *The Review of Politics* », *ibid.*

nationale aussi bien un bouclier protecteur de la société, face aux forces extérieures, qu'un mécanisme interne de cohésion compensant les forces centrifuges nées de conflits de classe et de groupes d'intérêts²³.

Même si Jaguaribe exagère les vertus du nationalisme, il est légitime d'attribuer en partie le sous-développement du XIX^e siècle latino-américain – au manque d'autonomie de l'oligarchie ; mais celle-ci ne pouvait se constituer en groupe autonome et différencié de l'Occident, sous peine de se détruire elle-même comme catégorie sociale. En défendant ses intérêts à court terme, l'oligarchie néo-coloniale acquiert toutes les caractéristiques de soumission que les auteurs de la « dépendance » attribuent un peu trop rapidement aux sociétés contemporaines qui réduisent la portée et l'ampleur du néo-colonialisme par leur émergence comme État-Nation.

III – LA GÉNÈSE DE L'ÉTAT NATIONAL-POPULISTE

A – L'État-Nation

L'État national-populiste qui succède à l'État central oligarchique est en relation de causalité circulaire avec la formation et l'intégration d'une nation. Celle-ci s'ébauche à partir de la croissance accélérée entre 1920 et 1970, des forces apparues entre 1890 et 1920. La multiplication des réseaux de communications et d'interactions, volontaires ou non, égalitaires ou non, entre des noyaux de peuplement à densité croissante, est à la base de la production socio-culturelle d'un *melting-pot*. L'émergence d'un ensemble national qui réussit à diminuer les effets centrifuges de l'hétérogénéité, ne doit pas être associé linéairement aux notions d'autonomie et de développement : l'État national latino-américain ne repose pas sur *une nation historique*, ses politiques économiques volontaristes – « développementalistes » – ne suppriment pas les écarts sociaux ; ses cooptations populistes et ses régulations corporatistes n'en font pas une démocratie bourgeoise ni populaire, son hypertrophie croissante ne répond pas entièrement à un fonctionnement spécialisé articulé rationnellement à la diversification des demandes sociales. En résumé, l'asymétrie des processus latino-américains et des processus occidentaux invalide *a priori* l'identification entre l'État national et le développement défini comme révolution bourgeoise capitaliste²⁴.

23. H. JAGUARIBE, « Brésil : Stabilité sociale par le colonial fascisme », dans *Les Temps Modernes*, octobre 1967, n° 257, pp. 603–604.

24. Sur l'ensemble de cette période, voir C. W. ANDERSON, *Politics and Economic Change in Latin America: The Governing of Restless Nations*, Princeton, 1967. D. B. HEATH et R. N. ADAMS (eds), *Contemporary Cultures and Societies in Latin America, A Reader in the Social Anthropology of Middle and South America and the Caribbean*, N. Y., 1965 ; F. B. PIKE, *Spanish America 1900–1970, Tradition and Social Innovation*, N. Y., 1973 ; K. H. SILVERT, *The Conflict Society: Reactions and Revolution in Latin America*, N. Y., 1970 ; C. WELIZ (éd.), *Obstacles to Change in Latin America*, London, 1965 et *The Politics of Conformity in Latin America*, London, 1967 ; H. J. WIARDA, *Dictatorship and Development*, Gainesville (Flo.), 1968. Sur le problème de la « nation historique », cf. la discussion de M. MOLNAR, pp. 47ss dans *Marx, Engels et la politique internationale*, Paris, 1975.

B – La régulation de la prédation : le développementalisme

Au XX^e siècle, le désert démographique latino-américain est enfin irrigué : la multiplication des noyaux urbains à densité élevée alimente la croissance d'un marché interne qui croît plus ou moins végétativement avec l'extension des réseaux internes de production des produits primaires, intermédiaires et finis complémentaires de l'économie néo-coloniale. L'articulation des marchés internes et externes est nécessairement perturbée par les fluctuations brusques des prix internationaux. À partir du moment où la production à usage interne est telle qu'elle contribue décisivement à la formation du produit national, l'État doit intervenir pour régulariser et atténuer les effets internes des fluctuations du secteur interne. Nous assistons à une extension du rôle de l'État-support diplomatique et militaire de l'oligarchie exportatrice, qui doit intervenir désormais activement dans la sphère économique, pour atténuer le mécontentement des masses urbaines suffisamment nombreuses pour déborder facilement les faibles appareils répressifs de l'État. Cet interventionnisme, qui n'est pas basé réellement sur des politiques budgétaires anticycliques, conduit l'État à se substituer comme promoteur industriel à des élites économiques, dont la base de capitalisation est en situation d'hémorragie constante étant donné les fluctuations du marché mondial et les modèles de consommation d'« Ancien Régime » qui se prolongeront jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le volontarisme des élites étatiques, débouche dans une politique « développementaliste », qui ne peut jusqu'à nos jours résoudre trois contradictions structurelles ²⁵ :

- a) Comment développer une économie nationale autonome à partir de ressources financières externes dont la continuité est liée essentiellement à un secteur externe d'activité primaire peu diversifié ?
- b) Comment développer simultanément les secteurs de production agricole et industrielle et une consommation de masses, développement qui s'est produit dans les révolutions industrielles capitalistes et socialistes dans une séquence diachronique ?
- c) Comment équilibrer un développement industriel basé sur des techniques modernes qui déplacent le facteur humain et un développement démographique qui multiplie ce facteur humain ?

Les politiques développementalistes ont donc produit nécessairement des réformes importantes, originales et différentes du développement industriel classique :

25. Cf. l'analyse très idéologique du « développementalisme », dans S. BODENHEIMER, *The Ideology of Developmentalism...*, op. cit.; T. DOS SANTOS, *El Nuevo Caracter de la Dependencia*, Santiago de Chile, 1968. Ces études relient étroitement le « développementalisme » à la politique des États-Unis depuis 1960 et ne remarquent donc pas la genèse du volontarisme et de l'interventionnisme étatique dès la crise de 1929 et parfois auparavant.

- a) le volontarisme politique a contribué au développement « d'enclaves industrielles lourdes » mais ne débouche pas sur une révolution industrielle ;
- b) ces enclaves industrielles modernes ne peuvent absorber les flux de l'explosion démographique contemporaine ;
- c) l'importation des technologies coûteuses soumet l'industrialisation interne à une dépendance croissante des apports financiers du secteur externe ;
- d) la dispersion des ressources publiques au profit de l'industrialisation et de la consommation urbaine conduit à une décapitalisation relative du secteur agraire.

Les politiques publiques introduisent des règles de fonctionnement qui interdisent la prédation généralisée de l'ordre colonial. La régulation étatique conduit cependant les économies locales à des nouvelles formes de subordination au marché mondial. Cette *dépendance* est liée dialectiquement à l'*indépendance* ; chacun des deux termes impliquant l'autre ;

- a) la croissance du marché interne dépend de la croissance du marché externe néo-colonial ;
- b) l'industrialisation nationale dépend de la technologie étrangère²⁶.

Ces deux propositions se vérifient dans chacune des sociétés latino-américaines indépendamment des relations internes de propriété. L'introduction des variables « marché interne » et « industrialisation nationale » dans la structure des relations économiques internationales introduit cependant une différence considérable entre les notions de dépendance et celle de néo-colonialisme. Ces variables modifient aussi substantiellement les relations sociales intérieures de chaque pays.

C – La mosaïque nationale

Les changements introduits par la croissance démographique et la formation d'un marché interne démentent les versions dichotomiques trop simples que l'on retrouve dans la littérature spécialisée sur la stratification sociale en Amérique latine. Les modifications quantitatives et qualitatives survenues entre 1890 et 1920 dans cette aire socio-culturelle entraînent le développement simultané des trois modèles d'insertion socio-économique dans la société globale :

- a) le *modèle néo-colonial*, en dégradation lente, est reproduit dans les relations de type précapitaliste dans les secteurs agraires.
- b) le *modèle capitaliste*, en extension graduelle, est développé, par la modernisation effectuée par le capital étranger dans une partie des enclaves agraires

26. Cf. l'analyse que nous avons faite de ces contradictions de l'interventionnisme étatique à propos du cas chilien dans J. ZYLBERBERG, « Notes sur quelques contradictions du développement national et régional chilien : 1965-1970 », dans *Civilisations*, 1971, n° 3 ; voir également M. KAPLAN, « Estado, Dependencia externa y desarrollo en America Latina », dans *Estudios internacionales*, juillet-septembre 1968 et O. SUNKEL, « Política nacional de desarrollo y dependencia externa » dans *Estudios internacionales*, mai 1967.

et minières d'exportation, et par l'émergence d'enclaves industrielles lourdes²⁷.

- c) le *modèle capitalistique*, basé sur la rétribution monétaire des clientèles de service, est reproduit de façon dominante par l'hypertrophie des secteurs tertiaires, publics et privés, qui absorbent le chômage déguisé de masses urbaines, en excès par rapport aux possibilités d'emploi engendrés par les modèles néo-colonial et capitaliste²⁸.

La combinaison de ces trois modèles entraînent la constitution d'une hiérarchie sociale à trois niveaux :

1) les *élites sociales* qui monopolisent les attributs culturels et matériels de prestige, se diversifient suffisamment pour qu'il ne soit plus possible de parler, en général, d'oligarchie sans réifier abusivement une catégorie d'« Ancien Régime » transformée par les réorientations économiques et sociales du XX^e siècle. L'oligarchie néo-coloniale du XIX^e siècle est partiellement déplacée par des fractions embryonnaires de bourgeoisie industrielle qui n'arriveront jamais à se constituer en bourgeoisie triomphante. La fraction ascendante des élites est représentée en réalité par les classes nouvelles et anciennes de possession, les *élites « néo-patrimoniales »* divisées en deux couches, les *élites financières* appelées souvent oligarchie financière et les *élites bureaucratiques et politiques*. Les élites financières basent leur pouvoir économique sur des réseaux de circulation capitalistiques qui recouvrent l'ensemble du pays mais ces circuits restent en grande mesure des circuits marchands, la circulation capitaliste n'étant pas reliée à une Révolution industrielle ; les élites bureaucratiques et politiques intègrent simultanément les anciennes élites dirigeantes oligarchiques et les nouvelles couches ascendantes de classes moyennes dans une nouvelle noblesse de robe qui annexe l'État. Les couches « néo-patrimoniales » intègrent en quelque sorte la société contemporaine. Financièrement et politiquement elles arbitrent les conflits entre les groupes d'intérêts exportateurs et manufacturiers et procèdent à la réintroduction dans le marché interne des plus-values produites par l'exportation. Culturellement elles reproduisent et diffusent les schèmes culturels de consommation ostentatoire de patrimonialisme et de relations paternalistes, tout en « modernisant » ces schèmes en fonction d'un cadre urbain rénové par la croissance économique interne et la civilisation de masses. Ces secteurs d'élites de possession intègrent structurellement une nouvelle société latino-américaine après avoir désintégré l'ordre oligarchique par leurs conflits incessants²⁹.

27. Par modèle capitaliste, nous entendons désigner des structures socio-économiques qui se reproduisent à partir de l'*accumulation* d'origine industrielle.

28. La notion de modèle capitalistique désigne des structures basées uniquement sur la *circulation* du capital.

29. Voir sur les tendances « élitistes » de la société latino-américaine : J. W. HOPKINS (éd.), *Political Elites of Latin America*, N. Y., 1973 ; S. M. LIPSET et A. SOLAR (éd.), *Elites in Latin America*, N. Y., 1967. Sur le problème soulevé par l'application d'une analyse des classes capitalistes au lieu des modèles élitistes, voir TOURAINE, « Les classes sociales dans les sociétés dépendantes... », *op. cit.* et M. I. VANGER, « Politics and Class in Century Latin America » dans *Hispanic American Historical Review*, février 1969, n° 49 et surtout F. H. CARDOSO *et alii*, dans *Sobre teoria e metodo em Sociologia*, Sao Paolo, 1971.

2) La fissure de l'ordre oligarchique doit être comprise à partir de l'essor démographique des *classes moyennes* qui résulte de l'expansion du marché interne. Ne pouvant monter socialement, au début de leur émergence urbaine, par une insertion directe dans l'oligarchie rurale ou dans la ploutocratie financière, elles ont fait pression pour occuper et développer les positions vacantes, comme celles d'élites du secteur tertiaire. L'affrontement des classes moyennes et des secteurs oligarchiques permet l'absorption d'une partie des dissidents sociaux intégrées conflictivement dans l'ordre existant. Les classes moyennes ascendantes rajeunissent, modernisent, adaptent à la civilisation de masses les comportements oligarchiques mais sont à leur tour acculturées dans l'ordre patrimonial. La dissidence des classes moyennes trop brève et trop rapide aura porté au pouvoir plus de bourgeois gentilhommes et de nobles de robe que d'élites industrialisatrices. Une partie seulement des classes moyennes réussit une ascension sociale complète en une génération. L'instabilité chronique de ces couches ballotées par la conjoncture économique entre les élites sociales et les masses urbaines, sert à meubler en quelque sorte la distance socio-culturelle entre l'oligarchie et les classes populaires : la mobilité sociale ascendante et descendante des classes moyennes intègrent horizontalement la société en servant de relais à une culture commune et en mettant fin à la rigidité de la domination oligarchique antérieure³⁰.

3) L'affaiblissement de la domination oligarchique fait sauter les barrières sociales qui contenaient les *classes populaires*. L'exclusion absolue ne concerne plus que les groupes amérindiens « purs » ; l'exclusion relative plus matérielle et sociale que culturelle s'applique aux clientèles rurales de l'oligarchie et aux populations flottantes urbaines expulsées du marché du travail par la crise structurelle de l'agriculture ou par les conjonctures économiques défavorables. Inversement, l'inclusion sociale n'arrête pas de croître et recouvre le prolétariat et les « masses-clientèles ». Le *prolétariat industriel et minier*, en croissance lente en l'absence d'une révolution industrielle, s'insère progressivement dans la société globale, matériellement et culturellement, selon un modèle d'intégration « néo-patrimonial » développé par les conditions d'émergence de la première vague d'industrialisation qui voit naître des unités restreintes de production dominées par l'influence paternaliste des gérances familiales et par la structure de la seconde vague d'industrialisation animée par un État central bureaucratique médiateur du système dominant de relations de clientèles. Les « masses-clientèles » urbaines de l'ordre capitalistique s'engouffrent dans les services tertiaires, publics et privés. De même que les élites néo-patrimoniales intègrent les *élites sociales*, les masses-clientèles sont le noyau culturel, social et familial qui relie les marginaux, les

30. Cf. sur la rupture de l'ordre oligarchique, et l'émergence des classes moyennes : J. J. JOHNSON, *Political Change in Latin America: The Emergence of the Middle Sectors*, Stanford, 1965 et H. J. WIARDA, « Elites in Crisis: The Decline of the Old Order and the Fragmentation of the New in Latin America », dans HOPKINS (éd.), *Political Elites of Latin America*, op. cit. Sur le statut « incongru » (*incongruent status*) des classes moyennes, voir, DI TELLA, « Populism and Reform in Latin America », dans VELIZ (éd.), « *Obstacles to Change in Latin America* », op. cit.

exclus relatifs et les prolétaires, dans la concentration urbaine précoce du XX^e siècle latino-américain³¹.

D – Homogénéité populiste et subordination corporatiste

Il faut revenir sans cesse sur la *spécificité* des modifications écologiques et infra-structurelles pour *comprendre* la vie politique latino-américaine. L'immigration européenne, le refoulement spatial des chômeurs ruraux, la croissance d'un marché interne sans révolution industrielle se conjuguent dans les deux variables clés du XX^e siècle créole : la concentration urbaine des masses populaires, le développement précoce de classes moyennes. Les pressions de ces couches sociales sur l'ordre oligarchique sont canalisées par certaines des fractions d'élites dans leur conflit permanent contre les autres élites pour l'appropriation de l'État. Les alliances socio-politiques verticales rompent un jeu compétitif horizontal qui ne concernait que les différentes fractions d'élites. L'irruption de fractions sociales non oligarchiques dans le champ du pouvoir brise le parallélisme étroit qui existait antérieurement entre les ordres économiques, politiques et sociaux. La séparation partielle des élites du pouvoir politique fonde un champ politique autonome qui ne recoupe plus les hiérarchies sociales. C'est l'existence de ce champ politique autonome qui conduira à l'intégration nationale par le biais des mouvements et idéologies populistes³².

L'alliance verticale qui rompt le schéma oligarchique est souvent représentée comme une coalition populiste d'entrepreneurs moyens nationaux et de représentants du prolétariat urbain. Quels que soient les avatars et les transformations du populisme qui n'arrête pas de renaître en Amérique latine, le bloc socio-politique qui préside à l'effritement de la domination oligarchique avant la Seconde Guerre mondiale, est plutôt animé par des élites néo-patrimoniales « bureaucratiques » et étatiques et par des strates moyennes insérées dans les secteurs tertiaires à croissance démographique accélérée. Ces groupes ne peuvent se légitimer que

31. Sur l'urbanisation précoce de l'Amérique latine et ses conséquences, cf. L. CARDENAS (éd.), *Urbanization in Latin America*, Austin, 1967 ; sur les « masses », voir I. L. HOROWITZ (éd.), *Masses in Latin America*, N. Y., ainsi que pp. 60ss dans CARDOSO, *Questiones de Sociología del Desarrollo en América Latina*, op. cit. Sur l'intégration partielle du prolétariat industriel et minier, voir H. A. LANDSBERGER, « The Labor Elites, Is It Revolutionary ? », pp. 256ss dans LIPSET et SOLARI, *Elites in Latin America*, op. cit. Sur la question paysanne, en Amérique latine, que nous ne traitons pas dans l'essai actuel, voir S. BARRACLOUGH, et S. C. COLLARTE (éds), *Agrarian Structure in Latin America*, Lexington, (Mass.) 1973 et LANDSBERGER (éd.), *Latin America Peasant Movements*, Ithaca, N. Y., 1969.

32. Nous nous référons ici principalement aux populismes urbains de 1920 à 1970. Pour une étude d'ensemble, voir A. VAN NIEKERT, *Populism and Political Development in Latin America*, Rotterdam, 1974. L'on trouvera une comparaison internationale dans G. IONESCO et GELLNER, *Populism, its Meaning and National Characteristics*, London, 1969.

N.B. La notion de populisme est ambiguë et désigne simultanément les phénomènes d'intégration des masses, les coalitions polyclassistes, les politiques de redistribution du produit social ; cf. les remarques de NEWTON, « National Corporatism and the Passing of Populism America », op. cit.

politiquement ou culturellement face aux autres élites sociales qui se légitiment « matériellement ». L'idéologie qui agglutine politiquement les strates différenciées verticalement et sert à coopter et canaliser les pressions erratiques des masses populaires est « nationale » et « populaire ». Le symbole « peuple » est accolé au symbole de la « patrie » qui avait déjà été diffusé pendant un siècle par la ploutocratie créole pour justifier la consolidation territoriale de son ordre patrimonial. L'idéologie nationale et populaire fusionne symboliquement le *melting-pot* urbain déjà intégré sur un mode inégalitaire par la concentration écologique et le développement de marché interne³³.

Au delà des variantes des idéologies et des mouvements populistes, c'est dans cette capacité d'unification d'une société hétérogène à partir d'une conscience nationale commune qu'il faut rechercher la réapparition récurrente du populisme en Amérique latine. À partir d'une représentation unitaire d'une société hybride, le populisme, réussit à re-créeer un modèle patrimonial dans une économie capitalistique urbaine en plein XX^e siècle. Les dysfonctions de ce modèle seront aussi graves pour le futur de la société que les effets de la dépendance externe :

- a) Le mouvement populiste est centré sur un *caudillo* césariste qu'il ne faut pas identifier avec un Louis-Bonaparte, qui moderniserait la nation par le haut. Socialisées partiellement dans la culture dominante de l'oligarchie, les tribunes populistes imposent à la société entière des formes de domination autoritaire, des modes de vie ostentatoires, et des structures de relations paternalistes, prébourgeoises.
- b) Le *caudillo* établit une relation personnelle, mystique entre lui et chaque personne, identifiée comme membre du peuple et fidèle du tribun avant d'être

33. Sur le rôle des divers secteurs de classe moyenne dans les mouvements populistes, voir T. S. DI TELLA, « Populism and Reform in Latin America », pp. 47ss dans C. VELIZ, *Obstacles to change in Latin America*, London, 1966. L'analyse de DI TELLA, a été reprise récemment par TOURAINE qui fait la recension des strates à statut social de cohérence faible : « diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur contraints à un bas niveau de revenu, membres des professions libérales à cheval sur le salariat et un revenu de type marchand, intellectuels formés directement ou indirectement par l'étranger et cherchant à avoir une action politique, individus ou groupes en position fragile et surtout tous ceux qui sont définis par une double non-appartenance à l'oligarchie et au peuple et qui cherchent à se donner un contenu social spécifique par la production idéologique ou plus exactement doctrinale. C'est dans ces catégories qui sont à la fois en montée sociale individuelle et en descente sociale collective du fait de la concentration de la richesse et du pouvoir dans les classes supérieures qui se produisent la plus grande partie des idées politiques et en particulier que trouvent leur appui principal toutes les formes de populisme révolutionnaire. (cf. TOURAINE, « Les classes sociales dans les sociétés dépendances... » *op. cit.*, p. 255) ; sur le nationalisme latent ou explicite des sociétés ibéro-américaines, cf. S. L. BAILY (éd.), *Nationalism in Latin America*, N. Y., 1971, A. P. WISHAKER, et D. JORDAN, *Nationalism in Contemporary Latin America*, N. Y., 1966. Sur la rencontre historique de nationalisme et des secteurs populaires, voir G. GERMINI, « *Politica y Sociedad en una época de transición* », Buenos Aires, 1926 ; K. H. SILVERT (éd.), *Expectant Peoples : Nationalism and Development*, N. Y., 1963.

membre d'une classe sociale. L'harmonie sociale mystique, symbolisée par le pacte entre l'ensemble du peuple et le tribun, invalide *a priori* le libéralisme, le socialisme, la lutte de classes. Le populisme, qui partout engendre de multiples conflits conjoncturels, stérilise les contradictions structurelles et inhibe les possibilités de déviance des entrepreneurs capitalistes ou des dirigeants ouvriers ³⁴.

Les idéaux de peuple, de nation, d'harmonie sous-tendent les efforts des dirigeants populistes pour détruire le champ politique autonome qu'ils ont investi après avoir aidé à le créer. Ne pouvant pas mobiliser en permanence des groupes hétérogènes aux intérêts contradictoires, les dirigeants populistes qui arrivent au pouvoir s'efforcent de canaliser et de contrôler leur fonctionnement. Cette tendance à la dépolitisation et au refoulement corporatif des masses répond d'ailleurs comme l'a vu Horowitz au désir de celles-ci : « les masses désirent ce que les individus désirent : des satisfactions socio-économiques, non une mobilisation politique ». La dépolitisation engendrée par le populisme peut être analysée dans une séquence temporelle qui va de la politisation absolue à la dépolitisation imposée : l'idéologie de l'unité nationale et populaire invalide les différentes idéologies partisans puis est résorbée par la relation personnelle établie entre le tribun populiste et chaque *individu-client* à l'État et à son incarnation, le tribun populiste. Les luttes sociales, expulsées de l'arène politique et résorbées par le *corporatisme implicite* d'une société articulant tant bien que mal des clientèles fonctionnelles antagonistes, sont progressivement canalisées par la dictature populiste en un *corporatisme obligatoire et subordonné*. Le pouvoir central ne peut se dispenser de contrôler et régler les différents intérêts sociaux opposés sous peine de voir ceux-ci s'autonomiser et rompre le mythe de l'harmonie sociale par une défense trop acharnée d'intérêts particuliers divergents ³⁵.

La dépolitisation effectuée par les mouvements populistes, lorsqu'ils occupent le pouvoir ne peut durer longtemps. Le mouvement populiste, en rompant les rigidités et les exclusions oligarchiques ont légitimé la participation des strates moyennes et des classes populaires à la compétition pour le pouvoir. La régulation corporatiste devient illusoire dès que plusieurs groupes fonctionnels importants se voient lésés dans leurs intérêts par un arbitrage populiste qui ne peut satisfaire simultanément tous les secteurs sociaux. La société se repolitise donc par la réapparition de formations partisans non populistes qui servent de supports re-

34. Sur le leadership « césariste » qui anime les mouvements populistes, voir H. NEIRA, « Populismes ou césarismes populistes ? Quelques remarques sur une famille de partis politiques d'Amérique », dans la *Revue française de science politique*, janvier 1969, n° 1 ; F. C. WEFORT, « Le populisme dans la politique brésilienne », *Les Temps Modernes*, octobre 1967, n° 257 ; J. ZYLBERBERG, « Populisme civil et militaire, développement inégal et instabilité politique en Équateur », *Civilisations*, 1975, nos 3-4.

35. Voir pp. 23, dans HOROWITZ (éd.), *Masses in Latin America, op cit.* Sur la relation entre corporatisme et populisme, cf. WEFORT, *op. cit.*, pp. 642ss et R. NEWTON, « Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America », *op. cit.*, pp. 40-41.

vendicatifs aux intérêts sociaux qui ne se sentent pas rétribués suffisamment par les gratifications symboliques du populisme. Le *style populiste* contamine cependant en permanence *toutes* les formations partisans qui, pour survivre dans une « société mosaïque » et obtenir une base démographique suffisante en articulant le maximum de clients individuels ou de *client-groupes*, doivent obscurcir par le recours au thème de l'harmonie nationale des discours idéologiques dont les énoncés initiaux, libéraux ou socialisants, sont en porte-à-faux avec les clivages de classes. Une société « politisée-dépolitisée » se reproduira donc paradoxalement par l'action divergente de partis qui, d'une part, s'efforcent de maintenir l'autonomie du champ politique par la diffusion d'idéologies concurrentes et, d'autre part, se sabordent idéologiquement de l'intérieur en devenant une réplique organisationnelle des différents intérêts sociaux qui ont perdu temporairement la protection paternaliste de l'État central³⁶.

E – L'État bureaucratique central

Les *inputs* de l'environnement corrodent l'État oligarchique tout en stimulant la croissance des appareils étatiques. L'État patrimonial *sensu strictu*, reflétant l'élargissement d'une extension de la domination domestique d'un *caudillo*, avait déjà été transformé par l'agrégation des diverses dominations domestiques et leur substitution par un appareil protecteur-répressif des intérêts les plus généraux de l'oligarchie qui perturbait cependant le fonctionnement de l'État par ses pressions constantes pour la rétribution immédiate de ses intérêts particuliers. La généralité du fonctionnement de l'État est accentuée par les clivages introduits dans la société par la croissance démographique et la diversification économique : l'État ne représente plus le point d'équilibre entre les fonctions de l'oligarchie mais l'articulation politique semi-autonome du *melting-pot* national. Tout en refusant des analogies trop faciles qui ne respectent pas la spécificité des phénomènes et le moment historique de leur émergence, l'on peut reprendre la distinction faite par Eisenstadt entre l'État patrimonial et l'empire traditionnel bureaucratique, celui-ci se caractérisant par la pluralité des hiérarchies dans la société globale. Évidemment, l'État bureaucratique de la période nationale-populiste est extrêmement perméable aux résistances des catégories sociales descendantes et aux dissidences des catégories ascendantes mais est désormais en mesure d'intégrer et de contenir ses mouvements autrement que par l'exclusion ou le « clientélisme » direct de la période oligarchique. L'intégration sociale inégalitaire, la cooptation partisane de clientèles agrégées à distance, la régulation corporatiste de clientèles fonctionnelles sont médiatisées par des groupuscules caudillistes « occupant » l'État et régulés par des appareils institutionnels permanents qui

36. Sur la résolution corporatiste des séquences de « politisation-dépolitisation », voir l'essai exploratoire de R. ROGWOSKI et L. WASSERSPRING, *Does Political Development Exist? Corporatism in Old and New Societies*, Beverly Hills (Cal.) 1971 ainsi que NEWTON, « On Functional Groups », « Fragmentation », and « Pluralism in Spanish American Political Society », in WIARDA, *Politics and Social Change in Latin America... op. cit.*, pp. 129-156.

doivent assurer la continuité des réponses centrales aux demandes diversifiées de la société³⁷.

Nous assistons donc durant cette période à une amplification et diversification des fonctions existantes et à la création de nouvelles fonctions dans les secteurs suivants :

- a) *fonctions répressives* : les institutions *militaires*, de protection externe de l'État-Nation sont scindées des institutions *policières* de répression interne. L'extension des deux réseaux de protection leur assure désormais une grande autonomie institutionnelle et un pouvoir de négociation propre face aux autres organes de l'État ;
- b) *fonctions de protection sociale* : la pression des masses et le système clientéliste amènent l'État à devoir se charger d'un appareil de sécurité sociale dont la genèse remonte avant les années 1940, souvent *formellement* comparables à ceux des États occidentaux ou socialistes³⁸ ;
- c) *fonctions financières et économiques* : l'État doit désormais assurer les médiations *politiques* et *administratives* entre l'économie externe et interne, celle-ci nécessitant également l'intervention active de l'État pour la *supporter* et la *réglementer*, chaque clientèle fonctionnelle réclamant *son* institution protectrice contre les forces autonomes du marché économique³⁹.

Les fonctions nouvelles et anciennes de l'État sont donc assurées nominale-ment par un réseau croissant d'institutions bureaucratiques, limitées évidemment par une base financière étroite, l'Amérique latine restant une région sous-développée. Le fonctionnement de l'État, est cependant perturbé par le développement inégal des appareils bureaucratiques. Même si l'État n'est pas patrimonial

37. Sur la distinction entre État patrimonial et Empire bureaucratique, voir le chap. I de EISENSTADT, dans *The Political Systems of Empire, op. cit.*, Sur l'« occupation de l'État », Cf. NEIRA, « Populismes ou césarismes populistes... », *op. cit.* Sur les problèmes généraux des régimes politiques et des structures gouvernementales, voir M. C. NEEDLER (éd.), *Political Systems of Latin America, op. cit.* ; P. G. SNOW (éd.), *Government and Politics in Latin America*, ainsi que C. E. THURBER et L. S. GRAHAM (éds), *Development Administration in Latin America*, Durham (N.C.) 1973.

38. Les différences économiques rendent compte des écarts entre les pratiques de sécurité sociale occidentales et latino-américaines. Il n'en reste pas moins qu'entre 1920 et 1950, un ensemble de législations corporatistes a intégré divers secteurs intermédiaires et populaires, cette intégration fluctuant avec les cycles de l'économie et l'inflation qui remettent souvent en question les avantages acquis. Sur l'origine précoce des législations sociales en Amérique latine, voir l'analyse d'un cas national par J. O. MORRIS, *Los Elites, los intelectuales y el Consenso. Estudios de la cuestión social y del sistema de relaciones industriales de Chile*, Santiago, 1967. À un niveau plus général, voir l'analyse de l'intégration progressive des cadres ouvriers dans LANDSBERGER, « The Labor Elites, Is It Revolutionary ? », *op. cit.*

39. Le paternalisme socio-économique de l'État correspond à la phase de « corporatisme naturel » (de 1930 à 1970) décrite par NEWTON, pp. 39ss dans « Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America », *op. cit.* ; sur le développement des fonctions économiques de l'État, voir THURBER et GRAHAM, (éds), *Development Administration in Latin America, op. cit.*

au sens strictement wéberien du terme, il doit accueillir dans un système de patronage généralisé, les différents *clients-individus* qui devront assurer la rétribution différée des *clients-groupes*. Ce système de patronage se développe sur une période longue durant laquelle apparaissent des organismes d'âges différents, de modernité et de rationalité spécifiquement opposées, qui ne peuvent, évidemment, que difficilement communiquer entre eux. L'État est donc hyperétendu mais mal intégré et ne survit aux forces centrifuges des différents appareils fonctionnels nationaux que par une centralisation de l'Exécutif, dont le caractère moniste-démocratique limite l'autonomie de la bureaucratie et les forces non réglementées par l'État ⁴⁰.

La genèse du « monisme-démocratique » de l' « exécutif » dans la phase nationale-populiste peut être rapportée à la rencontre de la culture politique créole et des idéologies importées après la Première Guerre mondiale. La continuité du modèle « domestique caudilliste », du parlementarisme souvent formel, de la loyauté inconditionnelle demandée aux clientèles-individus et des régulations corporatistes imposées aux *clients-groupes* constituent une infrastructure de l'autoritarisme renforcée par les idéologies importées d'Europe, socialisantes ou fascisantes et surtout corporatistes chrétiennes, qui articulent les tendances totalitaires implicites dans toute idéologie nationale populiste. Mais il s'agit d'un monisme qui reste toujours « démocratique » ou du moins pluraliste, l' « exécutif » confronté à des pressions divergentes trop accentuées, ne peut jamais exercer un pouvoir étendu sur l'ensemble de la société, étant donné l'impossibilité de fonctionner à moyen terme uniquement à partir de l'union symbolique réalisée par le nationalisme mystique, dont la diffusion est devenue une fonction importante de l'État. L'instabilité politique, le renouvellement constant des « exécutifs » a été évidemment le meilleur rempart contre les tentations dictatoriales ⁴¹.

L'État national-populiste se distingue, en effet, par une étonnante *capacité de reproduction*, due à l'intérêt convergent de toutes les clientèles bureaucratiques, et une *instabilité chronique* due à l'impossibilité conjoncturelle de résister simultanément aux anciennes élites sociales de production déplacées dans leur domination et aux nouvelles catégories sociales intermédiaires et populaires qui constatent que l'homme... ne vit pas seulement de liturgies populistes mais également de pain. Tout gouvernement national-populiste est donc inéluctablement expulsé du pouvoir selon un des scénarios suivants :

- a) s'il a maintenu ses prétentions à la redistribution sociale, il est éliminé par une coalition d'élites d'entreprises en réaction contre la diminution de l'accumulation ;

40. Sur les origines du monisme démocratique voir l'étude de DEALY, « The Tradition of Monistic Democracy in Latin America », pp. 71-105 dans WIARDA, *Politics and Social Change in Latin America...*, *op. cit.*

41. Pour une vue nuancée du caractère démocratique du populisme, voir GERMANI, « Mass Society, Social Class, and the Emergence of Fascism », pp. 577-600 dans HOROWITZ (éd.), *Masses in Latin America*, *op. cit.*

- b) si sa régulation corporatiste a trop fortement affecté les classes populaires une coalition de centre gauche agglutinera les classes populaires et les élites bureaucratiques de classe moyenne ;
- c) dans le cas où aucune coalition d'intérêt ne peut trouver une forme politique d'expression majoritaire, l'appareil bureaucratique – militaire – toujours fortement rétribué par tout gouvernement populiste comme défenseur de la nation, rétablira « l'ordre » menacé par les luttes sociales et politiques que le gouvernement populiste ne peut congeler⁴².

Toute coalition civile ou militaire devra cependant continuer à gouverner, dans une dynamique populiste, qui reflète les contradictions du passage de la mosaïque sociale au *melting-pot* et du *melting-pot* à la nation. Les mouvements populistes n'arrêtent pas de réapparaître dans des sociétés où l'hypertrophie de l'État ne peut combler le vide du sous-développement ; leurs pressions obligeront les exécutifs antipopulistes, et les partis « modernisants » et « traditionnels » libéraux et socialisants à entrer en osmose avec les idéologies populistes et à multiplier les « troisièmes voies » intégratrices à court terme des intérêts fonctionnels opposés. La poursuite contradictoire des intérêts particuliers et généraux de la nation conduira toutes les directions étatiques de la génération nationale-populiste à une synthèse originale de l'indépendance nationale et de la dépendance économique⁴³

F – État et dépendance

Dans un environnement différent, le cercle vicieux signalé par Chaunu pour le XVI^e siècle ibéro-américain se répète au XX^e siècle. En dépit des replis conjoncturels du marché mondial, l'État national populiste se développe dans une période de développement séculaire du marché international et se voit inévitablement acculé à des relations étroites à celui-ci. Cette relation dialectique entre l'État-Nation et la dépendance économique ne peut plus être réduit à une relation monocausale qui avait une certaine valeur heuristique dans l'analyse du fonctionnement de l'État au XIX^e siècle. L'imbrication étroite entre l'économie interne et externe, le financement de l'industrialisation par le marché international ne se font plus pour exclure la majorité démographique mais pour maintenir l'intégration d'importants secteurs sociaux dans le marché national. L'exportation agro-minière, la soumission à l'ordre capitaliste international prétend être transformée structurellement en un « modèle canadien » qui vise à financer l'éclosion industrielle endogène et l'élévation du niveau de vie interne, c'est-à-dire la consolidation d'une nation « moderne » par une redéfinition mais non une remise

42. L'instabilité politique latino-américaine (et sa liaison au *statu quo*) a été notamment discutée par R. A. HUMPHREYS, *Tradition and Revolt in Latin America*, London, 1969 ; H. L. JOHNSON, « Causal Factors in Latin American Instability », *Western Political Quarterly*, 1964, n° 17 ; M. KLING, « Toward a Theory of Power and Instability in Latin America », *Western Political Quarterly*, 1956, n° 9 ; SILVERT, *The Conflict Society : Reaction and Revolution in Latin America*, *op. cit.* ; WIARDA, « Elites in Crisis... », *op. cit.*

43. Sur les « troisièmes voies » latino-américaines, cf. nos articles et chroniques dans *Civilisations* sur l'Argentine, le Chili, l'Équateur et le Venezuela.

en question, des liens internationaux. La rationalité de cette orientation volontariste est perturbée par l'instabilité chronique de la vie politique, les fluctuations du marché mondial et surtout par les contradictions d'un projet développementaliste qui prétend économiser les coûts d'une politique cohérente sacrifiée au profit d'une visée mythique : la synchronie du *take-off* économique et de l'intégration sociale ⁴⁴.

Le bilan de cet État national-populiste en repli conjoncturel, est malaisé à établir. L'on sait que certains auteurs – depuis Torcuato di Tella jusqu'à un Bosc exagérément optimiste – y voient la seule possibilité de réformes dans les pays sous développés. À moyen terme et à long terme, la période nationale-populiste a produit des contradictions suffisamment sérieuses pour être écartée définitivement, non de l'histoire politique mais des modèles possibles de développement global. C'est à l'action des élites populistes qu'il faut attribuer le mariage indissoluble de l'État-Nation et du capitalisme international, situation décrite lapidairement par Touraine :

Les principaux personnages de l'histoire latino-américaine récente ne semblent pas être la bourgeoisie et le prolétariat, non plus que les propriétaires terriens et les paysans dépendants, mais plutôt le capital étranger et l'État.

Les coûts réels d'une industrialisation limitée et d'un projet de consommation de masse ne peuvent être assumés que par un État cherchant désespérément à échapper à cette contradiction centrale par le recours aux flux monétaires et technologiques exogènes. Le néo-colonialisme était un choix social facile conduisant inévitablement au sous-développement, la dépendance est un choix social complexe qui espère contenir et éliminer les structures du sous-développement classique mais échoue dans sa tentative de satisfaire simultanément la construction socio-culturelle de la nation et les bases matérielles de cette construction nationale ⁴⁵.

VI – L'ÉTAT MONISTE CORPORATISTE

A – L'État domine la nation

Depuis quelques années, les États latino-américains évoluent vers des formes de fonctionnement semi-totalitaires, qui constituent un modèle de résolution spécifique des contradictions structurelles de la période antérieure, comme le signale ironiquement Newton :

Dans l'espace délicatement limité entre les priorités « populistes » de distribution et des demandes « développementalistes » de production, une séquence d'exigences non canalisées et contradictoires est vraisemblablement catastrophique, que ces de-

44. Voir P. CHAUNU, « Croissance ou développement. À propos d'une véritable histoire économique de l'Amérique latine aux XIX^e et XX^e siècles », dans *Revue historique*, octobre-décembre 1970, pp. 357-374 ; sur le « modèle canadien », cf. pp. 472ss dans JAGUARIBE, *Political Development...*, *op. cit.*

45. Voir p. 235 dans TOURAINE, « Les classes sociales dans une société indépendante... », *op. cit.* ; DI TELLA, « Populism and Reform in Latin America », *op. cit.*, et R. BOSC, « Un enfant perdu de la science politique : le populisme », *Projet*, juin 1975, n° 96.

mandes soient satisfaites ou non ; et la solution militaire autoritaire devient (alors) évidente.

Durant la période nationale-populiste, l'apparition des buts généraux – industrialisation et consommation de masse – ne peut être arbitrée adéquatement par un pouvoir central dont la base de légitimité découle de la reconnaissance du caractère égalitaire de la majorité des acteurs sociaux. Les mécanismes politiques civils succombent nécessairement aux pressions répétées de tous les groupes de pression sur un État limité dans sa capacité de rétribution matérielle⁴⁶.

Lorsque l'instabilité politique atteint un point de non-retour par la neutralisation mutuelle des intérêts sociaux et de leurs médiations partisans, la fraction militaire des élites bureaucratiques de possession, est la seule qui reste à même d'occuper le *vacuum* politique créé par cinquante ans d'effervescence sociétale populiste. En dominant l'État, les élites bureaucratiques militaires s'efforcent d'éliminer ce qu'ils perçoivent comme obstacle à leurs buts de sécurité nationale et d'industrialisation stratégique. De tels objectifs supposent non seulement la militarisation de l'État et l'accumulation sans limites mais aussi l'exclusion de la nation au profit de « l'État nationaliste » et de sa cohésion interne et externe. Le régime « moniste-corporatiste » c'est-à-dire semi-totalitaire et « dépolitisé » instauré par les élites militaires, détruit les formes de l'action populiste, tout en renforçant les deux partenaires de base qui se sont développés dans la période antérieure : l'État et le capital étranger. La période récente de l'histoire politique latino-américaine se distingue cependant des tentatives militaires antérieures qui étaient généralement de caractère populiste et ne se distinguaient pas par la rationalité technique introduite entre les moyens « modernes » d'exercice de pouvoir et les objectifs de sécurité nationale poursuivis⁴⁷.

46. NEWTON, « Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America », *op. cit.*, p. 44.

N.B. Tous les régimes militaires latino-américains actuels sont nés dans une phase de décomposition d'un mouvement populiste. Voyez les exemples que nous en avons donnés dans nos chroniques publiées dans *Civilisations*, sur le cas argentin, équatorien et vénézuélien, ainsi que notre analyse du cas chilien : « Rationalité et irrationalité politique : les contradictions de l'Unité populaire chilienne », *Res Publica*, janvier 1974.

47. L'Argentine, le Brésil, le Chili représentent des régimes militaires « modernes » ; le Pérou représente un cas de transition ; l'Équateur en est encore à une phase nationale-populiste ; la plupart des autres pays en sont encore à la phase « patrimoniale ». Sur la période récente de militarisation, sa « modernité » et ses variantes voir F. BOURRICAUD, « ¿ Los militares porqué y para qué ? », *Aportes*, avril 1970, n° 16 ; L. R. GINAUDI et A. C. STEPAN, *Latin American Institutional Development, Changing Military Perspectives in Peru and Brazil*, Santa Monica (Cal.), 1971 ; A. ROUQUIÉ, « Révolutions militaires et indépendance nationale, 1968–1971 », *Revue Française de Science Politique*, 1972 et J. NUN, « Amérique latine : la crise hégémonique et le coup d'État militaire », *Sociologie du Travail*, 1967, n° 3.

N.B. Le cas du Mexique qui a réussi à dépasser la crise populiste par une institutionnalisation civile du corporatisme dont les effets pour la nation sont aussi brutaux que l'action des régimes militaires ; cf. COCKROFT, « Mexico », pp. 225ss dans CHILCOTE et EDELSTEIN, *Latin America...*, *op. cit.* ; M. C. NEEDLER, *Politics and Society in Mexico*, Albuquerque (N.M.), 1973 ; O. PAZ, *Critique of the Pyramid*, N. Y., 1972.

B – La domination militaire de l'État

Dans l'édification de l'État moderne en Amérique latine, les élites militaires jouent certainement le rôle primordial que Goldmann, s'inspirant de la tradition marxiste, attribuait aux classes sociales :

certains groupes présentent un caractère privilégié tant par leur vie consciente que par leur praxis sociale et historique. Ce sont ceux dont la praxis est orientée vers une structuration globale de la société.

Ce rôle hégémonique des cadres de l'appareil militaire trouve sa source dans une dynamique interne et des flux externes qui s'additionnent pour privilégier les fonctions militaires⁴⁸ :

- a) les gouvernements populistes et semi-populistes se sont vus obligés d'intensifier la *capacité instrumentale* d'une armée qui « protège la nation » ; l'instabilité politique de la période nationale-populiste oblige les gouvernements à recourir sans cesse à l'appui militaire dont les interventions politiques acquièrent ainsi une *légitimité croissante* ;
- b) la période de « guerre froide » depuis 1945 amène une coordination croissante entre l'armée des États-Unis et les appareils militaires locaux qui accèdent ainsi aux modèles organisationnels et à la technologie de la modernité militaire du monde occidental.

Durant la période d'instabilité populiste, l'appareil militaire est celui dont la cohésion organisationnelle et la capacité instrumentale résistent le mieux aux pressions constantes des groupes-clients de l'État. Cet appareil est cependant sollicité sans cesse par les groupements fonctionnels, les organisations partisans et les gouvernements civils désireux d'utiliser la force de frappe militaire à leur profit. À ces demandes internes, s'ajoute la pression des alliés occidentaux préoccupés par les possibilités de « subversion » introduites par l'ouverture populiste du champ politique aux classes populaires. Les élites militaires ne cèdent généralement à ces sollicitations, que lorsque celles-ci coïncident avec une hostilité croissante des hiérarchies militaires envers un pouvoir civil accusé de menacer la sécurité nationale par son action erratique. Ces interventions militaires récentes sont de moins en moins, des interventions personnalistes de *caudillos*, mais des actions organisationnelles concertées qui ont pour but de remplir le vide politique et de confisquer l'État. Le plan d'intervention suppose que le contrôle de l'État est un moyen nécessaire pour assurer efficacement la *sécurité nationale interne et externe* et le développement des *bases matérielles de cette sécurité*⁴⁹.

48. Cf. pp. 994 dans L. GOLDMANN, « Epistémologie de la sociologie », pp. 992-1018, dans J. PIAGET, (éd.), *Logique et connaissance scientifique*, Paris, 1967.

49. Sur l'évolution des organisations militaires, voir J. J. JOHNSON, *The Military and Society in Latin America*, Stanford, (Cal.) 1964 ; E. LIEUWEN, *Arms and Politics in Latin America*, N. Y. 1962 et F. M. NUNN, « Military Professionalism and Professionalism Militarism in Brazil, 1870-1970, Historical Perspectives and Political Implications », *Journal of Latin American Studies*, mai, 1972 ; sur les relations entre civils et militaires voir L. NORTH, *Civil-Military Relations in Argentina, Chile and Peru*, Berkeley, Cal., 1966. Sur l'élargissement de la « sécurité nationale », voir pp. 590ss dans C. FURTADO, « De l'oligarchie à l'État militaire », *Les Temps Modernes*, octobre 1967, n° 257.

Ces buts, poursuivis par les cadres militaires, accentuent d'une certaine manière, la généralité des intérêts étatiques, qui est cependant particularisée par leur subordination aux intérêts des cadres militaires, des couches technocratiques ascendantes et des compagnies transnationales. Cette orientation générale des activités de l'État s'oppose au développement général de la nation, à la consolidation de l'intégration du *melting-pot* national. L'État nationaliste et militaire n'est plus l'État-Providence, son efficacité est orientée vers la cohésion du pouvoir considéré comme une finalité se justifiant indépendamment de l'évolution sociale. La domination, voire l'exclusion sociale, conçue comme préalable à la stabilité de l'État, va donc de pair avec un sous-développement de la politisation de la nation. Développement étatique et développement politique sont désormais des variables opposées, la croissance de l'une entraînant le déclin de l'autre. Le développement de l'État sous l'hégémonie militaire se fait donc selon un scénario opposé aux théories de la modernisation, à moins que l'on n'accepte de dénommer développement politique l'inclusion obligatoire de tous les acteurs sociaux dans l'espace de contrôle du pouvoir central⁵⁰.

Si l'intérêt général de la nation n'est pas nécessairement réalisé par les militaires, ceux-ci réalisent cependant un *développement général de l'État* par l'extension de son contrôle sur tous les secteurs sociaux, et un *fonctionnement homogène et centralisé de l'État* par une militarisation des divers appareils administratifs. Après avoir éliminé l'autonomie relative des différentes constituantes administratives, l'armée impose à celles-ci ses modèles propres dont la reproduction est garantie par la pénétration de la main-d'œuvre militaire à tous les niveaux. L'efficacité du contrôle militaire est de plus assurée par une redéfinition des fonctions de l'État, une simplification de celle-ci et une diminution de la croissance démographique de l'administration :

- a) *les fonctions répressives* au service de la sécurité nationale acquièrent une importance centrale reflétée dans la fusion des appareils militaires « externes » séparés durant la phase nationale-populiste. La sécurité externe peut être même reléguée au second plan, la cohésion interne du régime militaire servant de dissuasion efficace aux menaces extérieures. La nation, les groupes sociaux internes, leurs effervescences, leurs mouvements sociaux sont désormais les ennemis principaux qui doivent être éliminés par une guerre interne qui consolide le dessein nationaliste⁵¹ ;

50. Les théories de la modernisation supposent cependant un minimum de compétition et de pluralisme : voir ROGOWSKI et WASSERSPRING, *Does Political Development exist...*, *op. cit.* « We take political modernization as it is generally used in the literature, to mean a more or less cohesive cluster of a least three developments : an increasing penetration by the political system of other primary and secondary social groups, an increasing autonomy and specificity of, and, an increasing competition, among subsystems, often called pluralism ; and an increasing rationalization, or secularization, of the political culture », p. 7.

51. La répression *directe* vise surtout les cadres des mouvements populistes que les masses elles-mêmes déjà démobilisées politiquement par les contradictions de l'action populiste. Les masses sont réprimées indirectement par leur exclusion socio-économique. Voir une description empirique dans R. ALARCON, *Brazil : represión y tortura*, Santiago, 1970.

- b) la *planification économique centrale* ébauchée par les gouvernements civils, devient la seconde activité prioritaire de l'État. La *croissance économique* est un corollaire de la sécurité interne et externe qui doit pouvoir s'appuyer sur une infrastructure logistique solide. La force de l'État réside désormais dans la capacité instrumentale de l'État nationaliste, antinational, qui se passe du consensus social. La croissance économique augmente la capacité des appareils répressifs et le crédit international d'un État qui cesse d'être perçu comme une « république de bananes » ou une « dictature tropicale » ou un « exportateur de *corned beef* »⁵² ;
- c) les *fonctions d'assistance et de protection sociale* sont réduites sans être éliminées. La protection du capital fixe, l'outillage de production, prend le pas décisivement sur le capital humain. L'homme doit s'effacer devant l'État, la société devant la production matérielle.

La redéfinition des fonctions de l'État fait de l'État nationaliste et militaire un régime dictatorial qui doit renoncer non seulement au monisme démocratique mais développer un contrôle totalitaire pour assurer sa stabilité. L'élimination du patronage, la réduction des fonctions de protection et d'assistance sociale, les rétributions différées de la croissance économique, réduisent au minimum la loyauté des masses sollicitée au nom du nationalisme. Le contrôle totalitaire est cependant limité par la pluralité des hiérarchies et des forces sociales, héritées de l'histoire et qui ne peuvent être artificiellement réduites à l'unité par l'État. Ce dernier, d'autre part, ne peut imposer entièrement ses modèles de fonctionnement à toute la société civile, étant donné le manque de main-d'œuvre socialisée dans la culture des organisations militaires. La reproduction de l'État militaire, isolé de la nation, dépend donc fortement de l'appui des élites technocratiques civiles et du succès de sa politique de croissance économique⁵³.

C – L'économie industrielle

Pour la première fois en Amérique latine, les autorités militaires président à la généralisation d'un ordre *capitaliste* dans le sens classique du terme, qui se réfère aussi bien à l'accumulation qu'à la circulation, cette dernière cessant d'être un objectif en soi : la capitalisation est considérée comme un « pré-requis » de la croissance économique, celle-ci devant précéder diachroniquement le développement social, donc la consommation interne. Cette prépondérance de l'accumu-

52. Contrairement à ses prétentions, l'État militaire moderne ne réussit pas à développer l'ensemble de la société mais se contente de faire *croître* quelques secteurs stratégiques (voir note 56 *infra*).

53. Sur les problèmes théoriques et pratiques du totalitarisme et de ses variations, voir H. ARENDT, *The Origins of Totalitarianism* : Cleveland (Ohio), 1968 ; C. J. FRIEDRICH et Z. K. BRZEZINSKI, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, N. Y., 1965 ; S. P. HUNTINGDON et C. H. MOORE (éds.), *Authoritarian Politics in Modern Society, The Dynamics of Established One-Party Systems*, N. Y., 1970 ; B. MOORE Jr., *Social Origin of Dictatorship and Democracy, Lord and Peasant in the Modern World*, Boston, 1966, etc.

lation capitaliste, à travers la croissance systématique des forces de production technique, se fait à travers trois choix fondamentaux⁵⁴ :

- a) l'alliance avec le *capital étranger*, omniprésente dans tous les régimes populistes sous des formes complexes, est désormais acceptée explicitement ;
- b) la consommation des masses urbaines est réduite systématiquement. À l'instar du modèle stalinien et contrairement aux modèles en vigueur antérieurement la demande n'est plus considérée comme un stimulant de l'offre ; l'offre au consommateur individuel est subordonnée désormais à la création antérieure d'industries de base et intermédiaires ;
- c) la production industrielle qui avait rejoint et dépassé le secteur néo-colonial agro-minier dans la formation du produit géographique doit désormais le déplacer dans la balance commerciale externe et devenir la principale source de devises fortes.

Le rôle de la bureaucratie militaire centrale est fondamental dans l'impulsion du projet capitaliste ; ce rôle est repris à l'État national-populiste dont la capacité d'intervention était limitée par son hypertrophie administrative et les contradictions de sa base sociale. À la fois manchesterien et stalinien, le projet militaire a des analogies très fortes avec le modèle capitaliste-technocratique espagnol des vingt dernières années. Comme le modèle espagnol, le modèle moniste latino-américain récent peut être analysé à partir de deux points de vue apparemment opposés :

- a) l'État nationaliste s'insère comme partenaire passif dans la division internationale du travail avec tous les aléas et les contradictions de cette division ;
- b) l'État modernisé est source d'un volontarisme actif au service d'objectifs de sécurité nationale qui ne peuvent se réaliser que par l'existence d'industries lourdes locales⁵⁵.

La solution dialectique de cette contradiction apparente réside dans les choix effectués par les militaires : l'expatriation des bénéfices, l'endettement croissant,

54. Sur l'ordre capitaliste, cf. la note 27 ; la généralisation de cet ordre est limitée par deux contradictions héritées de la période populiste : l'insertion de l'Amérique latine dans la division internationale du travail se réalise dans une phase de coût inflatoire des biens d'équipement lourds ; ces équipements utilisent relativement peu de main-d'œuvre. L'État militaire moderne ne dispose donc pas de ressources suffisantes pour une industrialisation généralisée, dans la mesure où le capital humain est sous-utilisé, et ne peut donc résorber le chômage. Voir, sur ce problème, les remarques finales de T. DOS SANTOS, dans *El nuevo caracter de la dependencia*, *op. cit.*

55. Sur la division internationale du travail et ses contradictions, voir S. AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, 1970 et F. H. CARDOSO, « Industrialization, Dependency and Power in Latin America », Berkeley, *Journal of Sociology*, 1972-1973, n° XXVIII. Sur l'objectif de sécurité nationale et ses implications économiques, voir les interprétations contradictoires du cas brésiliens dans FURTADO, « De l'oligarchie à l'État militaire », *op. cit.* ; DOS SANTOS, « Brazil : The Origins of a Crisis », pp. 409-490 dans CHILCOTE et EDELSTEIN, *Political Development...*, *op. cit.*, *loc. cit.*

N.B. : La référence au modèle espagnol indique les limites des argumentations des doctrinaires de la dépendance qui identifient trop facilement dépendance et sous-développement.

la dénationalisation partielle de la propriété des avoirs industriels seraient compensés amplement par le développement de la capacité industrielle, principalement dans les secteurs de base considérés comme *stratégiques* pour la sécurité nationale, définie *sensu lato*.

À court terme, le succès éventuel d'une telle politique ne peut qu'accentuer le divorce entre la *croissance* économique et le *développement social*. Comme dans le modèle espagnol, le projet militaire latino-américain suppose une paix sociale de longue durée durant laquelle l'exclusion sociale, la prolétarianisation des classes populaires et l'émergence d'élites dominantes technocratiques permettront d'obtenir un environnement social adéquat pour la réalisation de l'accumulation sauvage⁵⁶.

D – L'exclusion capitaliste

Toute l'intégration sociale urbaine est donc remise en question par l'État militaire. Celui-ci n'opère pas cependant dans un vide historique : dans tous les secteurs l'action des officiers s'effectue à partir des variants et invariants de la période antérieure, sélectionnés par une action étatique qui consolide des hiérarchies sociales dont l'essor avait été contenu par le patronage de l'État populiste, qui limitait, au moins symboliquement, la différenciation sociale. L'impulsion capitaliste de la société globale déplace les élites dominantes dérivées des structures néo-coloniales et capitalistiques tout en renforçant les noyaux marginalisés héritiers de cette période. La conséquence la plus importante de la modernisation capitaliste est l'élimination de l'oligarchie « traditionnelle » comme *catégorie sociale*. Les acteurs néo-coloniaux ne *survivent individuellement* que par leur insertion accélérée dans des circuits modernisés de production industrielle ou financière, ou leur renouvellement comme élites agraires, par une capitalisation accentuée des secteurs primaires de production, cette modernisation capitaliste n'impliquant pas évidemment une mobilité sociale ascendante des couches rurales populaires⁵⁷.

Les nouvelles élites sociales sont intégrées par les couches *néo-patrimoniales* qui ont réussi à s'intégrer décisivement dans les activités capitalistes en essor ; en d'autres mots ces élites cumulent les indices de prestige et de pouvoir social essentiellement par leur insertion dans des structures modernisées de production économique ou de production étatique. Les nouvelles élites ne sont pas bourgeois : elles ne possèdent pas les centres nerveux de la production nationale,

56. Par *croissance*, nous entendons un phénomène économique limité qui se traduit par une augmentation quantitative d'un ou plusieurs secteurs de production ; le développement, par contre, a été défini par PERROUX comme « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global » : voir p. 155 dans *l'Économie du XX^e siècle*, Paris, 1961. Les élites technocratiques, civiles et militaires sont cependant convaincues qu'une séquence causale relie la croissance et le développement. Sur la paix sociale, cf. JAGUARIBE, « Stabilité sociale par le colonial fascisme », *op. cit.*

57. *Contra* notre thèse sur la disparition de l'oligarchie, voir TOURAINE, « Les classes sociales dans une société dépendante... », *op. cit.*, p. 247.

accaparés par l'État ou le capital étranger : les faibles embryons de bourgeoisie industrielle qui ne peuvent se renforcer sans la protection de l'État. Les nouvelles élites, essentiellement technocratiques se distinguent des acteurs de la technostucture occidentale par l'environnement culturel qui, pour longtemps encore, continuera à être imprégné par les œuvres de civilisation développées durant les cinquante ans de construction du *melting-pot national*, à partir de la culture coloniale, du renouvellement urbain de celle-ci et de son entrecroisement avec les apports occidentaux. Comme dans le cas japonais, une modernisation des appareils répressifs et des forces productives n'implique point une adoption de *l'ensemble de la culture occidentale*. Les élites récentes assurent la liaison sociale entre *la modernité technique*, introduite par le capitalisme international, la militarisation de l'État et la culture locale ; elles intègrent aussi familialement les résidus de l'ancienne oligarchie et les classes moyennes⁵⁸.

Les classes moyennes, qui avaient constitué le noyau stratégique de la domination populiste, éclatent décisivement entre les *strates associées* aux structures de production et de répression qui s'intègrent à l'ordre capitaliste et *les strates marginalisées* par le déclin du système de clientèles. Ces strates marginalisées, du point de vue de leur consommation sociale ne constituent pas une armée de réserve industrielle, mais un embryon d'un nouvel *ordre capitalistique* ; elles essaient de survivre comme secteur secondaire ou tertiaire, de productivité réduite, se maintenant plus ou moins par les retombées financières de la consommation des élites sociales et de leurs associés de classe moyenne. Les strates intermédiaires marginalisées constituent probablement à moyen terme, le défi le plus sérieux à la paix des armes instaurée par les militaires. *Le populisme toujours présent symboliquement pourrait renaître à partir de la mobilisation de ces secteurs* si leur marginalisation économique était poussée trop loin par l'accumulation sauvage⁵⁹.

Cette accumulation affecte évidemment les fractions ouvrières qui ne bénéficient plus de la protection paternaliste de l'État ou des gérances antérieures peu soucieuses d'exportation ou de concurrence internationale. La prolétarianisation des ouvriers industriels ou miniers n'est pas susceptible de créer des problèmes de

58. Sur le cas japonais, cf. R. DORE, *British Factory-Japanese Factory. The Origins of National Diversity in Industrial Relations*, Berkeley, Cal., 1973. N.B. la rareté des études sur les modifications de la stratification sociale introduite par la militarisation de l'État en Amérique latine.

59. La plupart des auteurs contemporains excluent le retour du populisme à l'exception de Bosc, dans « Maoïsme, léninisme et populisme », *Projet*, mars 1974, n° 83 et « Un enfant perdu de la science politique... », *op. cit.* De même que les strates *marginalisées* pourraient recourir au populisme, les strates *associées* pourraient exiger une redéfinition des règles du jeu entièrement entre les mains des militaires. Dès 1967, Furtado, prédisait, peut-être prématurément, le changement du régime militaire à partir de l'action des classes moyennes : « La physionomie du Brésil postmilitaire sera vraisemblablement dessinée par des mouvements originaires des classes moyennes urbaines qui n'en sont pour l'instant qu'à l'état d'ébauche... « De l'oligarchie à l'État militaire », *op. cit.* Voir aussi les conclusions de J. ZYLBERBERG, dans « Structures, orientations et actions des classes moyennes chiliennes », texte inédit, Université de Louvain, octobre 1972.

longue durée à l'ordre militaire, étant donné la faiblesse et la dispersion démographique d'une main-d'œuvre dont le volume est limité par la modernisation technologique. L'industrialisation lourde contemporaine ne crée pas de grandes concentrations ouvrières mais une masse de chômeurs urbains, potentiellement englobés dans une armée de réserve industrielle. Cette masse urbaine qui n'a jamais été insérée *directement* dans la grande industrie, ne développe pas une conscience de classe ouvrière et servira tôt ou tard de support à la renaissance du populisme au sein des classes moyennes marginalisées. Il faut cependant relever les limites sociales de l'exclusion des couches moyennes et populaires urbaines, qui ne sont pas exclues de la consommation culturelle. Le maintien d'appareils d'éducation publique et la diffusion généralisée des moyens de communications radiophoniques, voire télévisées, assurent une continuité de l'intégration culturelle, acquise sous les régimes populistes⁶⁰.

Le même mouvement divergent d'exclusion sociale et d'intégration culturelle affecte les classes populaires rurales, victimes de la rationalisation capitaliste de l'agriculture et du réaligement structurel d'une économie, fondamentalement urbaine et industrielle, bien que toujours sous-développée. L'ordre capitaliste en Amérique latine produit donc des structures sociales spécifiques différentes de celles introduites par le capitalisme industriel en Occident. Cette spécificité irréductible des structures sociales locales est peut-être atténuée par les formes de dépolitisation qui, après tout, affecte partiellement les États occidentaux⁶¹.

E – Désintégration politique et régulation corporatiste

L'exclusion sociale des masses urbaines suppose la compression, voire l'élimination du champ politique qui avait facilité leur intégration nationale. L'État se relie désormais à la société, sans autoriser les médiations concurrentes des organisations partisans et des idéologies. La relation société-État se fait selon un mode corporatif amorcé par les élites populistes mais avec une différence considérable : le corporatisme de la période nationale-populiste s'efforçait de hiérarchiser *tous* les groupes et fractions sociales en groupes-clients établissant une relation directe avec l'État à partir de leurs intérêts fonctionnels ; le corporatisme de la période militaire moderne exclut en grande partie les masses urbaines et

60. Sur la situation ouvrière et les limites de l'action ouvrière, voir J. ZYLBERBERG et S. VALENZUELA, *Idéologies et pratiques du mouvement ouvrier chilien*, communication au IX^e colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française, Menton, mai 1975, et une discussion générale dans K. P. ERICKSON *et alii*, « Research on the Urban Working Class and Organized Labor in Argentina, Brazil and Chile : What Is Left to Be Done », *Latin American Research Review*, été 1974, vol. IV. N. B. L'intégration culturelle des classes populaires ne permet plus d'assimiler l'exclusion socio-économique de l'État militaire technocratique à celle de l'État patrimonial. La *culture nationale* reste une réalité concrète qui permet la reproduction de l'idéologie nationaliste.

61. Sur la spécificité des structures sociales locales, voir F. A. CARDOSO *et alii*, *Sobre teoria et metodo en sociologia*, 1971. Sur la dépolitisation progressive et simultanée du Vieux Monde et du Nouveau Monde, voir R. E. PAHL et J. T. WINKLER, « Vers le corporatisme » *Contrepoint*, février 1976, n^o 20 ; P. C. SCHMITTER, « Still the Century of Corporatism », *op. cit.*, et O. R. ROGOWSKI et L. WASSERSPRING, *Does Political Development Exist ?...*, *op. cit.*

ne s'attache qu'à la réglementation des groupes reliés directement à l'ordre capitaliste et à son organisation. Cette tendance technocratique s'écarte évidemment des doctrines sociales-chrétiennes qui s'inspirent d'idéaux d'harmonie sociale, mais rentre encore dans l'espace conceptuel de la définition magistrale d'un Manoïlesco :

L'espace corporatif est caractérisé par l'organisation. Il comporte la liberté de possession individuelle des moyens de production et le contrôle des contrats. L'économie corporative suppose que la maximum de bien social se réalise par la discipline des activités économiques en harmonie avec les fins de l'État. Sa devise est : l'intérêt national ; son type représentatif : l'organisateur... L'espace corporatif est un espace où les impulsions égoïstes ne cessent pas d'exister et représentent toujours des forces agissantes, mais où en dehors de ces impulsions, il y a un système de forces qui dirigent les actions individuelles vers un but commun constitué par les fins de l'État⁶².

Sauf si l'on veut réduire le fascisme à la domination autonome de l'État, se justifiant comme fin en soi, le monisme corporatiste de l'État militaire moderne latino-américain n'est pas plus fasciste que corporatiste chrétien, même si des acteurs sociaux, non hégémoniques dans l'appareil de direction prétendent ou paraissent se référer artificiellement à ces courants. La référence ne peut être qu'artificielle étant donné les médiations culturelles et organisationnelles qui caractérisent le semi-totalitarisme latino-américain :

- a) son exclusion des masses le met en porte-à-faux avec l'intentionnalité philanthropique *toujours* présente dans les catholicismes les plus intégristes et, *a fortiori*, avec les courants sociaux-chrétiens actuels, postconciliaires, qui se légitiment par une théologie du développement, voire de la libération⁶³ ;
- b) ses formes technocratiques d'organisation, son absence de doctrine générale de l'homme, de la race, et surtout la rationalité, ni philosophique ni éthique,

62. Voir p. 360 dans MANOÏLESCO, *Le siècle du corporatisme, doctrine du corporatisme intégral et pur*, op. cit. N. B. WIARDA (comme Pike et plusieurs auteurs partisans qui utilisent l'hypothèse de la continuité culturelle) prétend relever des influences chrétiennes dans les tendances corporatistes actuelles ; il définit le corporatisme comme « a system of authority and interest representation, derived chiefly (though not exclusively) from catholic social thought, stressing functional representation, the integration of labor and capital into a vast web of hierarchically ordered 'harmonious' monopolistic and functionally determined units (or corporations) and guided and directed by the state » ; cf. p. 6 dans « Corporatism and Development... », op. cit.

63. Sur les variétés des rôles politiques de l'Église catholique et des catholicismes en Amérique latine, voir MUTCHLER (éd.), *The Church as a Political Factor in Latin America : With Particular Reference to Colombia and Chile*, N. Y., 1971 et J. ZYLBERBERG et C. D'ÉPINAY LALIVE, *Integration and Protest in Latin America, toward a Political Sociology of Religious Movements*, communication au 5^e Congrès de la Latin American Studies Association, San Francisco (Cal.), novembre 1974 (ainsi que tous les travaux présentés au panel « Power and Piety » en voie d'édition par CRAHAN) ; nous ne nions pas cependant la rationalisation idéologique de la cosmovision catholique et de ses variantes qui peut être réalisée par la technocratie militaire ainsi que la contribution d'une culture religieuse pluriséculaire à l'autoritarisme local.

moderne de ses buts le distinguent de la culture irrationnelle des fascismes d'avant-guerre impliqués de plus dans des guerres « chaudes », ce qui n'est pas le cas des États militaires latino-américains, qui n'ont pas besoin de *lebensraum* ⁶⁴.

La seule comparaison valable consiste à rapprocher avec prudence les régimes militaires contemporains de l'Espagne d'après-guerre. Les deux types d'État ont mis au point une action planifiée médiatisée par des cadres techniques, leurs buts militaires et économiques. Cette prépondérance relative de l'action technique sur l'action politique est une caractéristique généralisée des sociétés industrielles qui servent de modèle *économique* aux nouvelles dictatures ⁶⁵.

La technostucture, comme mode de domination s'épanouit certainement plus facilement dans un ordre corporatiste que dans un régime démocratique. Les élites sociales latino-américaines acceptent certainement les buts relevés dans le corporatisme anglais par Pahl et Winkler : ordre, nationalisme, unité, succès. Comme le signale Newton, il faut cependant échapper à l'analyse formelle du corporatisme qui permet de connaître l'articulation et l'agrégation des intérêts sociaux mais non le *résultat*, les *outputs* de cette structuration de la société globale. L'analyse des *outputs* du corporatisme latino-américain doit tenir compte de la spécificité continentale qui entraîne la mise en parenthèse de l'État-Providence, du caractère sous-développé d'une économie en croissance sauvage, et de l'exclusion des masses. Pour les victimes de l'exclusion sociale ou les partenaires subordonnés de l'ordre corporatiste – par exemple, le prolétariat industriel – les *outputs* sociaux sont évidemment insatisfaisants ; l'*ordre* implique la répression ; le *succès* suppose une rétribution reportée dans un futur non prochain qui succéderait à l'accumulation sauvage, l'*unité* n'a pas de sens pour des exclus de la participation ou pour des participants forcés sans autonomie. Pour les élites sociales et les couches associées, le bilan est plus satisfaisant : l'*ordre* et l'*unité* impliquent une jouissance paisible des fruits du *succès* dont les retombées sont immédiates. Il ne faut cependant pas négliger un thème commun, « gratificateur » tant pour les partenaires sociaux que pour les exclus : le nationalisme. La période nationale-populiste a, en effet, contribué décisivement à une intériorisation du symbole de l'État national qui survit à l'écrasement de la nation et à sa récupération par l'État. Les effets de ce nationalisme agressif jouent même à court terme sur les masses exclues ou sur les partenaires sociaux, comme le prolétariat ouvrier en situation d'inégalité dans l'allocation des *outputs* ⁶⁶.

64. *Contra* a) les auteurs qui réduisent le fascisme à un phénomène économique, ainsi que N. POULANTZAS, *Fascisme et dictature*, Paris, 1970 ; b) les auteurs qui réduisent le fascisme à ses aspects répressifs, ainsi que JAGUARIBE, « Brésil : stabilité sociale par le colonial-fascisme », *op. cit.* N. B. Certaines écoles de pensée fascinante exercent une influence *relative* sur les cadres militaires.

65. Cf. HERMET, *L'Espagne de Franco*, Paris, 1974 et LINZ, « An Authoritarian Regime : Spain », *op. cit.*

66. Voir p. 44, dans NEWTON, « Natural Corporatism and the Passing of Populism in Spanish America », *op. cit.* et PAHL, et WINKLER, « Vers le corporatisme », *op. cit.*, pp. 51-54.

En attendant que les effets de cette domination à distance, par le biais de la culture nationaliste s'estompent, l'État militaire ne s'est pas préoccupé outre mesure de l'institutionnalisation du pouvoir politique. En général, le monisme corporatiste consiste en une relation non structurée organiquement des groupes fonctionnels à un État central qui impose hiérarchiquement ses finalités, définies par des centres réduits de décision, relativement fermés aux *inputs* de la pluralité des hiérarchies économiques et sociales. L'exemple espagnol indique les possibilités de stabilité et de reproduction à court terme et les contradictions à moyen terme d'un système qui fonctionne en s'efforçant d'écraser au maximum le champ politique. Il est probable cependant que les effervescences sociales des groupes marginalisés puissent être canalisées progressivement dans un système corporatiste cohérent, et non plus seulement implicite, qui organiserait hiérarchiquement tous les intérêts sociaux exerçant une pression sur l'État. Cette régulation institutionnelle des partenaires sociaux actuels et des groupes exclus devrait pouvoir s'appuyer sur un minimum de rétributions matérielles qui ne pourraient être procurées que par la réussite aléatoire du plan prométhéen d'industrialisation sauvage⁶⁷.

F – Prométhée et Léviathan

Quatre siècles d'histoire coloniale, néo-coloniale et populiste ont produit un État et une nation dans les différentes « républiques » latino-américaines. À la différence de l'Occident, la rencontre de l'État et de la Nation ne s'est pas faite en relation avec un développement généralisé. L'État militaire moderne, Léviathan, s'efforce d'écarter de son chemin les obstacles qui freinent un rôle prométhéen ou saint-simonien d'industrialisation généralisée. Les demandes nationales exprimées dans le populisme, les demandes internationales, la dépendance freinent les objectifs de croissance à tout prix. L'État moderne procède face à « ses ennemis » avec une logique militaire : au nom du nationalisme, elle écrase l'ennemi interne, la nation et elle s'associe avec l'adversaire extérieur, le capital étranger, pour obtenir les moyens d'une politique industrielle, l'outillage technique avancé.

La dialectique des trois acteurs : nation, État, multinationales, autorise suffisamment de combinaisons pour que l'État militaire ne représente point la fin de l'histoire, même s'il symbolise peut-être le terme de l'histoire politique.

67. Les contradictions du modèle espagnol ont été exposées par J. J. LINZ, dans « From Falange to Movimiento-Organizacion : The Spanish Single Party and the Franco Regime, 1936-1968 », pp. 128-204 dans HUNTINGTON et MOORE, *Authoritarian Politics in Modern Society...*, *op. cit.*